

At Issue **ezine****At Issue ezine**

a project for people first

- ▲ [Purpose](#)
- ▲ [History](#)
- ▲ [Editorial policy](#)
- ▲ [© Terms of use](#)

Looking ahead . . .

Vol. 18 - Land Rights

Looking back . . .

Ezine issues:

- ▲ [Vol. 1 EDUCATION](#)
- ▲ [Vol. 2 CORRUPTION](#)
- ▲ [Vol. 3 OIL IN AFRICA](#)
- ▲ [Vol. 4 LAND REFORM](#)
- ▲ [Vol. 5 SMALL ARMS](#)
- ▲ [Vol. 6 CHINA IN AFRICA](#)
- ▲ [Vol. 7 ECONOMIC EMPOWERMENT OF AFRICAN WOMEN](#)
- ▲ [Vol. 8 SA IN AFRICA](#)
- ▲ [Vol. 9 CLIMATE CHANGE](#)
- ▲ [Vol. 10 DARFUR](#)
- ▲ [Vol. 11 DRC IN AFRICA](#)
- ▲ [Vol. 12 LIBERATION OF SOUTHERN AFRICA](#)
- ▲ [Vol. 13 LARGE CITIES](#)
- ▲ [Vol. 14 GOVERNANCE AND ETHNICITY IN AFRICA](#)
- ▲ [Vol. 15 MARGINALIZATION IN AFRICA](#)
- ▲ [Vol. 16 GENDER AND GENDER EQUALITY IN SUB-SAHARAN AFRICA](#)

Forum articles:

- ▲ [At Issue Forum](#)

Vol. 11 (November 2009 - April 2010)

THE DR CONGO IN AFRICA

No. 5 - April 2010

**L'HÉRITAGE DE LIVINGSTONE: LE COMMERCE EN RDC ET EN AFRIQUE
/LIVINGSTONE'S LEGACY: COMMERCE IN THE DRC AND AFRICA**

Par/By Mik Missakabo et/and Michel Karera Le commerce équitable et l'accès aux marchés ont depuis longtemps été anéantis en RDC par les forces coloniales et le commerce continue de souffrir des conflits et du manque général de sécurité, d'infrastructure et de capacité institutionnelle. Le potentiel économique de la RDC, cependant, est énorme. Comme les auteurs de cet article argumentent, des améliorations au commerce apporteraient non seulement des améliorations drastiques à la qualité de vie des congolais, mais aussi la stabilité politique et la prospérité dans toute la région entourant la RDC. Elles contribueraient beaucoup à engendrer une renaissance africaine.

Fair trade and open access to markets were long ago destroyed in the DRC by colonial forces and they continue to suffer through conflict and a general lack of security, infrastructure and institutional capacity. DRC's economic potential, however, is enormous. As the authors of this article argue, improvements in commerce would not only bring dramatic improvements to the quality of life for Congolese, but also to political stability and to prosperity in the whole region around the DRC. They would do much to engender an African Renaissance.

No. 4 - March 2010

**QUAND DEUX TAUREAUX SE BATTENT...: FEMMES ET FILLES PRISES AU PIÈGE DANS LE CONFLIT DE LA RDC
/WHEN TWO BULLS FIGHT...: WOMEN AND GIRLS IN THE DRC CONFLICT**

Par/By Bathseba Opini et/and Aline Nizigama Le passé colonial de la République démocratique du Congo et sa richesse en minéraux ont concouru pour lui donner son histoire violente depuis ses débuts en 1960. Les femmes et les enfants sont les principales victimes de cette violence, particulièrement dans la dernière décennie. Le viol est devenu une arme de guerre importante, surtout au Congo de l'est. La résolution des problèmes de violence actuels demandera le démantèlement des structures de pouvoir politique et économique et l'appropriation graduel du pouvoir par les femmes.

The Democratic Republic of Congo's colonial past and mineral wealth have conspired to give it a violent history since its beginnings in 1960. That violence, particularly in the last decade, has women and children as its main victims. Rape has become a major weapon of war especially in the eastern Congo. Resolving the ongoing problem of violence requires a dismantling of the present political and economic power structure and the gradual empowerment of women.

No. 3 - January 2010

**LA RDC, L'AFRIQUE DU SUD ET LA RENAISSANCE AFRICAINE
/THE DRC, SOUTH AFRICA AND THE AFRICAN RENAISSANCE**

Par/By Solly Moeng La période de transition entre l'ancien Zaïre sous le président Mobutu Sese Seko et l'actuelle RDC sous le président Joseph Kabila a été marquée par des violences et des bouleversements terribles. Plusieurs congolais ont fui à ce moment, à l'interne comme vers d'autres pays, incluant ceux membres de la SADC. Dans cet article, l'auteur pose un regard sur les réfugiés congolais en Afrique du Sud et discute leur nostalgie politique, leurs contributions économiques et culturelles, leurs liens avec la RDC et leurs espoirs pour le futur.

The transition period from the former Zaire under President Mobutu Sese Seko to the current DRC under President Joseph Kabila has been one of terrible violence and upheaval. Many Congolese fled during this time, both internally and to other countries, including those in SADC. In this article, the author looks at Congolese refugees in South Africa and discusses their political nostalgia, their economic and cultural contribution, their ties to the DRC and their hopes for the future.



Murder at Sharpeville, 21 March 1960
by Godfrey Rubens/ CC Wikimedia

No. 2 - December 2009**LA CRISE EN RDC : Y A-T-IL UNE DIMENSION ETHNIQUE ?
/THE ETHNIC QUESTION IN THE DRC CRISIS**

Par/By Laura Enz et/and Mik Missakabo La RDC a une des populations les plus diverses au niveau ethnique en Afrique, mais le rôle que l'ethnicité joue, et a joué, en politique, dans l'économie et dans les conflits du pays est une question hautement débattue. À quel point l'ethnicité est-elle importante? Les auteurs de cet article nous fournissent une perspective nuancée et équilibrée sur un aspect de la vie congolaise qui a tout connu, autant la manipulation destructrice que la fierté et la célébration nationale.

The DRC has one of the most ethnically diverse populations in Africa, but the role that ethnicity plays, and has played, in politics, the economy and in the country's conflicts is a hotly debated issue. Just how important is ethnicity? The authors of this article provide a carefully nuanced, balanced perspective on an aspect of Congolese life that has seen everything from crass, destructive manipulation to national pride and celebration.

No. 1 - November 2009**LE RÔLE DE LA RDC DANS LA RENAISSANCE AFRICAINE
/ THE ROLE OF THE DRC IN THE AFRICAN RENAISSANCE**

Par/By Mik Missakabo La République démocratique du Congo est bien positionnée pour être l'acteur principal de la renaissance africaine. Voici l'argument central de Mik Missakabo, éditeur invité, alors qu'il lance cette nouvelle édition d'*At Issue* sur la RDC en Afrique. Après une description de la crise actuelle en RDC, l'éditorial présente une analyse des racines de la situation et démontre pourquoi celle-ci ne devrait pas être perçue comme incurable ou désespérée mais plutôt comme un *kairos*. En effet, elle devrait être vue comme une occasion pour la population de se réinventer afin de créer les libertés dont elle a besoin pour réaliser son plein potentiel, pour son propre bénéfice, mais aussi pour l'Afrique et le monde.

The Democratic Republic of Congo is well situated to be a mainspring of the African Renaissance. This is the central argument of guest editor, Mik Missakabo, as he launches this new "At Issue" series on the DRC in Africa. After describing the DRC's current crisis, the editorial goes on to analyse the roots of the situation and to show why it should not be seen as terminal or hopeless but rather as a "kairos" for transformation, where people create the freedom they need to realise their true potential, for their own benefit as well as for Africa and the world.

**L'HÉRITAGE DE LIVINGSTONE:
LE COMMERCE EN RDC ET EN AFRIQUE**

by Mik Missakabo et Michel Karera

**(For the English version, click on
"Livingstone's Legacy: Commerce in the DRC and Africa".)**

Menu:

- ▲ Back to top (issue contents)
- ▲ Email this article to a friend
- ▲ Printable version
- ▲ Bibliography & links



Une carte du début du 19ème siècle montre "l'intérieur inconnu" au cœur de la RDC : Livingstone aida à rendre cette région intéressante pour l'Europe ... et pour ses intérêts commerciaux.

© Nicholas Beiton

David Livingstone était l'un des explorateurs européens les plus admirés et celui qui a ouvert la voie à la "ruée vers l'Afrique" du 19^{ème} siècle. La statue de Livingstone à Victoria Falls en Zambie porte sa devise: christianité, commerce et civilisation. Par contre, lorsque la Société missionnaire de Londres demanda qu'il se consacre plus à l'évangélisation, Livingstone abandonna. En mettant en évidence l'importance du commerce, son expédition en Zambie mis l'emphase sur les ressources naturelles de l'Afrique du sud-est comme une façon de combattre l'esclavage et de travailler vers des relations

commerciales plus avantageuses.

Des trois mots de la devise de Livingstone, commerce semble être le plus simple. Le commerce, compris partout comme l'échange volontaire de biens et services, est la colonne vertébrale de toutes les sociétés et nations. Il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde qui possèdent toutes les ressources pouvant satisfaire leurs besoins. Pour la plupart des pays, une partie significative de leur Produit

intérieur brut (PIB) provient du commerce. Alors que la lutte pour le contrôle des ressources peut mener à l'instabilité politique et aux guerres, le commerce est souvent un ingrédient clé pour la paix et la stabilité – lesquelles peuvent encore être considérées une commodité rare en Afrique. L'histoire nous montre que la paix et la stabilité peuvent, en un cercle vertueux, nourrir la créativité et stimuler la productivité économique.

« Le commerce est souvent un ingrédient clé pour la paix et la stabilité – lesquelles peuvent ... en un cercle vertueux, nourrir la créativité et stimuler la productivité économique. »

Un des détails géographiques significatifs que David Livingstone a placé sur la carte est le fleuve Lualaba – la source de la rivière Congo – qui est situé dans le croissant de cuivre de la RDC. Livingstone présagea que le commerce, d'une commodité comme le cuivre par exemple, pourrait être un moyen par lequel la stabilité politique, la sécurité et le développement serait atteint.

Où nous en sommes: le potentiel de la RDC et de l'Afrique

Avec environ une population de 68 million, la RDC est le troisième plus grand pays de l'Afrique en termes de population et de territoire avec une région couvrant 2 344 858 km². Les 9 pays entourant la RDC regroupent une population totale d'approximativement 167 million. Avec ses richesses en ressources humaines et naturelles et son emplacement géographique idéal, la RDC est un vrai coffre au trésor. Cependant, ce géant africain fait étonnamment très peu de commerce avec la plupart de ses voisins ou avec le reste du monde.

La RDC retire la plupart de ses revenus de l'exportation de matériaux bruts. Des pierres précieuses, des métaux précieux, des métaux de base, du pétrole brut et du café sont exportés sans valeur ajoutée. Les chiffres de 2008 montrent que ses importations principales sont la machinerie, l'équipement de transport, et des produits d'alimentation. Les principaux pays importateurs étaient l'Afrique du Sud 28.4%, la Belgique 9.9%, la Zambie 7.1%, le Zimbabwe 6%, la Chine 5.9%, le Kenya 5%, et la France 4.6%. Dans la même année, le Congo a exporté surtout des commodités brutes à la Chine 47.3%, la Belgique 15.4%, la Finlande 9.6%, les États-Unis 8.1%, et la Zambie 4.4%.

À l'exception du commerce non déclaré ou sous-évalué de biens et services par les frontières de l'est avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, la RDC ne fait pas beaucoup de commerce avec ses voisins, en dépit du fait qu'elle est un membre de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et que ses exportations doivent surmonter de moins grandes barrières dans ces marchés que ses concurrents régionaux.

Dans les confins du bassin du Congo, la RDC possède de vastes ressources naturelles et richesses minérales et elle pourrait bien être le pays le plus prospère de l'Afrique. Le pays a le potentiel de cultiver toutes les principales commodités agro-tropicales et de nourrir sa population en plus d'exporter ses surplus à travers l'Afrique. Le Congo a 80 000 000 hectares ou 800 000 kilomètres carré de terres à sa disposition, arrivant juste après le Brésil. Il a le potentiel de nourrir 2 milliard de personnes, ce qui est environ les populations combinées de l'Afrique (918 014 166 habitants) et de l'Amérique (902 157 549 habitants) ou encore de l'Afrique, l'Europe (734 129 205 habitants) et de l'Océanie (33 594 581 habitants). Cependant, au lieu d'utiliser les



Un potentiel agricole vaste: une femme à Katanga, RDC, arrose des légumes et fait partie d'un projet visant à améliorer les habiletés agricoles dans une région dominée par les mines.

© WFP/Stéphanie Savariaud

terres pour nourrir des millions ou des milliards de personnes, le secteur de l'agriculture est dominé par l'agriculture de subsistance, avec des produits agricoles comprenant principalement le maïs, le millet, le manioc et le riz.

Depuis les années 60, l'agriculture a été sérieusement négligée et quelques fois s'est vu allouer aussi peu que 1 pourcent du budget gouvernemental. De plus, les politiques de nationalisation malavisées des années 1973-1974 ou la Zaïrianisation de la plupart des petites et moyennes entreprises agro-alimentaires étrangères a eu un effet désastreux sur la production, qui n'a pas repris depuis. En 1990, l'agriculture comptait pour environ 30 pourcent du Produit intérieur brut et le café était le second plus important revenu d'exportation, générant environ \$250 million en recettes étrangères. En 1998, la contribution de l'agriculture aux revenus d'exportation était tombée à \$100 million, alors que la valeur totale des importations agro-alimentaires avait augmenté à \$252 million. Ce déclin abrupt s'explique en partie par le fait que de larges quantités de café étaient trafiquées vers les pays voisins tels que le Rwanda et l'Ouganda. Anciennement un pays exportateur de denrées alimentaires, la RDC ne produit maintenant pas assez pour répondre aux besoins de base de ses citoyens.

**« L'agriculture a été sérieusement négligée...
Anciennement un pays exportateur de denrées
alimentaires, la RDC ne produit maintenant pas assez
pour répondre aux besoins de base de ses citoyens. »**

Le commerce intérieur en RDC ou avec d'autres États africains s'est littéralement écrasé dans les dernières décennies, le résultat d'institutions dysfonctionnelles et de conflits et conséquemment du manque d'investissement dans des projets d'infrastructure. Pendant plusieurs décennies, le régime de Mobutu a investi très peu dans le maintien ou l'amélioration des infrastructures du pays. Le réseau routier se résume à 153 000 km, dont seulement 2800 km de routes sont asphaltées (la plupart construites pendant l'ère coloniale), 46 200 km sont en terre battue et 97 000 sont en terre. Les routes, tout comme l'infrastructure entière du pays, souffrent d'un besoin urgent d'investissement. En mai 2001, par exemple, les pluies torrentielles et le manque de maintenance ont forcé la fermeture de la route principale non-asphaltée menant de Kinshasa au port de Matadi pendant plusieurs jours. Jusqu'à un certain point, les routes entre Kinshasa et les villes de l'intérieur et de l'est du pays ont simplement cessé d'être utilisables depuis les années 70, et dans plusieurs des cas pourraient devoir être complètement reconstruites. Donc, alors que la plupart des villes importantes sont liées aux pays voisins par des routes pavées, le transport à l'intérieur du pays se fait beaucoup plus en avion, en bateau ou en train. D'autres infrastructures comme les aéroports, les ponts, les traversiers, le fleuve Congo et ses rivières navigables, les centrales électriques, le réseau de téléphone et la poste – toutes des infrastructures facilitant la communication et le commerce – ne fonctionnent pratiquement pas dû à un état avancé de détérioration.



Un pont près de Bafwasende, RDC: la plupart des infrastructures du pays sont dans un état de détérioration avancé.

© USAID

Un niveau élevé de dysfonction institutionnelle est aussi un obstacle à une activité économique significative. Des anecdotes à propos de la bureaucratie et du manque de transparence abondent. Les agents des douanes et autres bureaucrates ont la mauvaise réputation d'accepter les pots-de-vin en échange de licence pour le commerce ou d'autres documents gouvernementaux. Cette combinaison de dysfonction organisationnelle et de manque de volonté ou de capacité politique a créé une économie à deux visages.

Les individus et les entreprises du secteur formel opèrent avec des coûts élevés sous des lois arbitrairement appliquées. Conséquemment, le secteur informel domine maintenant l'économie. Et cela se traduit par une perte de revenus importante pour l'État congolais. En 2002, avec une population en RDC estimée à 56 million d'habitants, seulement 230 000 congolais travaillant dans le secteur

privé formel étaient inscrits au système d'assistance sociale.

L'économie formelle de la RDC est dominée par le secteur minier qui génère plus de 70 pourcent des revenus du pays. Les minéraux constituent la majorité des exportations de la RDC et représentent la plus grande source d'investissements directs étrangers (IDE). Le cuivre, le cobalt, l'or, le coltan, l'étain, et le zinc sont les métaux principalement produits. La production de cuivre et de cobalt en RDC se concentre surtout dans les mains de Gecamines, le géant minier appartenant à l'État. Cependant, la production de Gecamines a été sévèrement affectée par les dysfonctions organisationnelles, les tendances du marché mondial et l'absence d'investissement dans des moyens de production plus efficaces. Le secteur du diamant constitue présentement environ 10% des revenus d'exportation de la RDC. Ceci provient des ventes de la pierre et de diamants de catégorie industrielle qui ont monté à environ \$875 million en 2008 et ont approché le \$1 milliard en 2009. La production de l'entreprise parastatale MIBA compte pour seulement environ un quart à un tiers de cette production totale officielle, et ce résultat est bien bas comparé aux décennies précédentes. Un comité de l'ONU sur les activités illégales minières en RDC a certifié que de larges quantités de coltan, de diamant, d'étain et d'or exploités artisanalement et illégalement passent au Burundi, au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie. Encore, cette situation mène à une perte de revenus sérieuse et l'affaiblissement de l'État congolais.

Que veut-on?

Comme observer dans les deux dernières décennies, une RDC faible ou instable économiquement et politiquement pourrait bien être le détonateur de troubles pour le cœur de l'Afrique. Et les conséquences pourraient être dévastatrices pour la région. Peu importe l'instabilité qui y est cultivée – peu importe par qui – dans un si grand pays pourrait bien devenir hors de contrôle et s'étendre dans les pays voisins. Pour des pays avec un équilibre politique fragile, tels que le Burundi, le Rwanda ou l'Ouganda, les conséquences seraient certainement néfastes.

On ne devrait pas considérer que l'instabilité politique est simplement causée par les guerres. Les abus de droits fondamentaux endémiques et quasi-permanents sont aussi la source d'instabilité politique. Souvent, les investisseurs à court-terme échouent à – ou refusent de – voir que la stabilité apparente est un résultat direct du contrôle des citoyens par des mesures oppressives. Que ce contrôle soit le produit de politiques locales ou inspiré et maintenu par quelque marionnettiste étranger, à long terme cette situation n'est pas viable. L'apartheid en Afrique du Sud illustre bien cette idée. Les nations s'engagent dans le commerce interne et/ou international non seulement pour le profit mais aussi pour des raisons politiques. Parmi ces raisons, la plus importante est la stabilité politique – la raison d'être de toute nation.

« On ne devrait pas considérer que l'instabilité politique est simplement causée par les guerres. Les abus de droits fondamentaux endémiques et quasi-permanents sont aussi la source d'instabilité politique. »

Pour les voisins de la RDC, susciter des gains à court terme et aider à renforcer l'État congolais serait un investissement plus profitable et plus durable que ce qui a été fait dans les années récentes. L'avantage le plus simple et évident serait qu'une RDC forte et stable ne serait pas un refuge pour les milices ayant pour but de déstabiliser leurs pays. De plus, des normes africaines, la RDC est un des marchés potentiellement très grand qui pourrait stimuler le bassin de producteurs et de consommateurs ainsi que le développement régional. Cependant, des échanges commerciaux significatifs se font grâce à un marché maintenu par des institutions effectives et efficaces. D'où le besoin d'États forts et stables qui instaurent véritablement des conditions favorables à la fois aux vendeurs et aux acheteurs, non seulement en RDC mais aussi dans les pays voisins.

Il y a des raisons d'être optimiste à propos du futur de la RDC et de ses régions parce que le leadership politique actuel semble essayer de renverser les tendances des dernières décennies. Le nouvel environnement politique a installé une nouvelle voie de changements qui, si implémentés, pourraient mener à des

institutions étatiques effectives. Récemment, les présidents de l'Ouganda et de la RDC ont tenu des pourparlers sur leurs frontières communes, insistant sur des relations améliorées après deux guerres depuis les 15 dernières années, pendant lesquelles les forces ougandaises ont soutenu les rebelles congolais et furent accusées de piller les ressources. Ces pourparlers incluent des discussions sur la possibilité d'une entreprise conjointe afin d'exploiter les 2 milliard barils de pétrole récemment découverts par Heritage Oil et Tullow Oil sur le côté ougandais du Lac Albert, qui se trouve à la frontière.

Une rencontre similaire entre le président Joseph Kabila de la RD Congo et le président Paul Kagame du Rwanda s'est tenue dans la ville frontière de Goma, Kivu du Nord. Les questions de paix et de sécurité occupèrent principalement les discussions pendant cette rencontre qui s'est tenue le 7 août 2009. On discuta également des projets de construire une centrale de méthane opérée conjointement qui générerait jusqu'à 200 mégawatts d'électricité à partir de méthane du Lac Kivu pour les deux pays.



Sur le lac Kivu: une initiative conjointe prometteuse pour générer de l'électricité à partir d'une grande réserve de méthane au fond du lac.

© Guenter Guni

Des nouvelles récentes publiées par Reuters indiquaient que le président Joseph Kabila cherchait à attirer de nouveaux investisseurs dans son pays grâce à un ensemble de plus de 30 réformes sans précédent de lois affectant les affaires. Ces quelques initiatives récentes de Kabila et de ses homologues régionaux pourraient aider à développer un futur stable, solide et paisible pour les populations de la RDC et de l'Afrique.

Le marché

Comme mentionné plus haut, le commerce et les échanges sont possible à travers un mécanisme ou des institutions que l'on appelle le marché. Le marché est universel dans le sens qu'il supporte toute société humaine. Le commerce en tant qu'échange volontaire de biens et de services demande de la liberté et, en tant qu'espace public, le marché est une métaphore de la liberté. Dans le marché, les biens et services sont échangés volontairement.

La "ruée vers l'Afrique"— que Doug Saunders du *Globe & Mail* appelle « le vol catastrophique des ressources africaines par les européens pendant les deux derniers siècles »¹ - a dépossédé le marché africain. Les africains ont depuis longtemps déserté le marché, après avoir vu le marché être remplacé par un amalgame de lois commerciales dépassées n'offrant pas plus qu'un échange de leurs matériaux bruts contre des biens manufacturés provenant du nord. Pendant ce temps, le potentiel de l'Afrique est gaspillé par un manque de vision et une dysfonction organisationnelle. D'un autre côté, les entités qui exercent un control exclusif sur le marché manipulent les termes de l'échange. Par exemple, des pouvoirs économiques comme les États-Unis et l'Union européenne ont tendance à prêcher pour le libre-échange alors qu'eux-mêmes exercent un protectionniste sélectif sur leurs industries stratégiques telles que l'agriculture. Ceci contribue au fait que, selon *The World Factbook*, pas un seul pays africain est nommé dans la liste des 20 nations du monde faisant le plus de commerce.

« La "ruée vers l'Afrique" a dépossédé le marché africain... les entités qui exercent un control exclusif sur le marché manipulent les termes de l'échange. »

La plupart des producteurs africains sont marginalisés. Ils n'ont pas accès à des marchés importants. Ceci se traduit facilement par la pauvreté et l'adversité. Comme la *Charte des principes du commerce équitable* le dit: « La pauvreté et l'adversité limitent les options de ces populations tandis que les forces du marché tendent à toujours plus les marginaliser et à les exclure. Ceci les rend vulnérables à l'exploitation, qu'il s'agisse de paysans et d'artisans travaillant dans des unités de production familiales ou de travailleurs salariés dans le cadre d'entreprises

plus importantes. »

Les femmes sont les premières victimes de la marginalisation économique et de l'exclusion. Elles ont été les premières à être marginalisées et exclues du marché par la poussée coloniale pour l'industrialisation. Comme la sociologie 101 l'explique, avec l'industrialisation, le statut des femmes tend à se détériorer de plus en plus – et leurs droits sont sapés. De plus, l'instabilité politique et économique causée par la colonisation a rendu la vie des femmes encore plus précaire.



Un marché sur les bords d'une rivière à Kisangani, RDC: l'accès à de plus grands marchés pourrait grandement améliorer la qualité de vie du peuple.

© USAID

Avoir accès au marché peut être une manière efficace de réduire la marginalisation et l'exclusion et donc leurs conséquences dans la vie quotidienne. Dans une étude sur l'impact du commerce équitable sur un échantillon de fermiers kenyans marginalisés dans le passé, L. Becchetti et M. Costantino (2006) ont identifié une amélioration significative dans la diversification de la production, dans la consommation d'aliments domestiques, dans la satisfaction des prix et une amélioration des conditions de vie en

général en plus d'une réduction significative de la mortalité infantile. Comme Adam Smith dirait, avoir accès à de plus grands marchés pourrait aider à séparer le travail plus efficacement et augmenter la productivité.

Depuis le moyen-âge, l'Europe a toujours été très consciente du fait qu'elle ne possédait pas les ressources de base nécessaires pour satisfaire tous ses besoins. Elle a établie de nouveaux marchés pour répondre à ses besoins. Dans le monde mondialisés d'aujourd'hui, plus de 60% de toutes les transactions commerciales ont lieu à l'intérieur de blocs d'échanges régionaux. L'Afrique se doit de développer un marché régional qui va au-delà des ententes d'échange existantes. Cela n'assurerait pas seulement de meilleures conditions d'échanges et de la durabilité mais protégerait aussi les jeunes industries jusqu'à ce qu'elles se développent à leur pleine capacité. Un degré élevé d'intégration économique devrait mener à la stabilité politique et au développement régional. Selon Jeffrey Scott (in Schott, 1991), des blocs d'échanges prospères partagent normalement ces quatre caractéristiques: un engagement politique envers l'organisation régionale, la proximité géographique, des niveaux similaires de Produit intérieur brut (PIB) per capita, et des régimes d'échanges similaires et compatibles. Normalement, des partenaires d'échange ne se battent pas.

« Plus de 60% de toutes les transactions commerciales ont lieu à l'intérieur de blocs d'échanges régionaux. L'Afrique se doit de développer un marché régional qui va au-delà des ententes d'échange existantes. »

Une renaissance africaine

Comment peut-on expliquer le paradoxe entre le fait d'avoir une des terres les plus fertile au monde et celui d'être un importateur net de nourriture? Une vision limitée du monde pourrait être un des facteurs.

Dans *Vermeer's Hat: The Seventeenth Century and the Dawn of the Global World*, Timothy Brook fait remonter les racines du commerce mondial contemporain à l'époque de la renaissance. Grace à cette période, « les gens, les biens et les idées circulaient dans le monde d'une manière qui aurait semblé impossible aux ancêtres de cette période. »² À la fin des années 1400, l'importance économique du commerce des épices a aidé à étendre la vision européenne à travers les explorations. Historiquement, la renaissance est comprise comme une ère d'exploration et de découvertes. C'était une vision nouvelle. Est-ce que l'Afrique est prête pour cela?

Littéralement, renaissance veut dire renaître. À travers la renaissance, l'Europe s'est réinventée. La renaissance a vu le développement de l'identité européenne. Ce processus a mené à des changements irréversibles dans le monde, y compris notre monde africain. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde mondialisé et nos besoins sont différents de ceux de nos ancêtres. Qu'a besoin l'Afrique? Que veut l'Afrique?

Les voyages d'exploration de David Livingstone étaient, d'une certaine façon, une extension de l'agenda de la renaissance. Ces voyages ont répandu la vision européenne du monde. Ironiquement, ils ont également attiré l'attention sur la vision africaine du monde.

Notes

1. Traduction de: "Europe's catastrophic colonial theft of African resources in the past two centuries" (April 10, 2010)

2. Traduction de: Thanks to the Renaissance, "people and goods and ideas were moving around the world in ways that their ancestors had no idea was possible."

LIVINGSTONE'S LEGACY: COMMERCE IN THE DRC AND AFRICA

by Mik Missakabo and Michel Karera



Early 19th century map shows "UNKNOWN INTERIOR" in the heart of the DRC: Livingstone helped bring this region to the attention of Europe ... and commercial interests.

© Nicholas Belton

David Livingstone was one of the most admired of the European explorers who paved the way for the nineteenth century "Scramble for Africa." Livingstone's statue in Victoria Falls, Zambia, carries his motto: Christianity, Commerce and Civilization. But when the London Missionary Society requested that he do more evangelizing, Livingstone quit. Underscoring the importance of commerce, his Zambezi Expedition focused on the natural resources of southeastern Africa as a way of combating slavery and working towards more beneficial trade relations.

Of the three words in Livingstone's motto, commerce seems to be the most straightforward. Commerce or trade, construed everywhere as a voluntary exchange of goods and services, is the backbone of all human societies and nations. Not many countries in the world have a resource base that can satisfy all their needs. For many countries, a significant part of their Gross Domestic Product (GDP) is derived from trade. While the struggle for control of resources can lead to political instability and wars, trade or commerce is often a key ingredient for peace and stability—which can still be considered rare commodities in Africa. History shows that peace and stability can, in a virtuous circle, foster creativity and stimulate economic productivity.

"Trade or commerce is often a key ingredient for peace and stability — which can ... in a virtuous circle, foster creativity and stimulate economic productivity."

One of the significant geographic details that David Livingstone put on the map was the Lualaba River—the source of the Congo River—which is located in the copper crescent of the DRC. What Livingstone foresaw was that trade, in commodities such as copper, could be a means through which political stability, security, and development are achieved.

Where We Are: The Potential of the DRC and Africa

With close to 68 million people, the DRC has Africa's third largest population and third largest land area covering 2,344,858 sq km. It is bordered by 9 countries with a combined population of approximately 167 million. With its riches in natural and human resources and ideal geographic location, the DRC is a real treasure chest. However, this African giant does surprisingly little trade with most of its neighbouring states or with the rest of the world.

The DRC derives most of its income from the export of raw materials. Precious stones, precious metals, base metals, crude oil and coffee are exported with no value added. 2008 figures show that its main imports were machinery, transport equipment, and foodstuffs. The main sources for imports were South Africa 28.4%, Belgium 9.9%, Zambia 7.1%, Zimbabwe 6%, China 5.9%, Kenya 5%, and France 4.6%. In the same year, Congo exported mostly raw commodities to China 47.3%, Belgium 15.4%, Finland 9.6%, US 8.1%, and Zambia 4.4%.

With the exception of substantial unrecorded or under-recorded trade in goods and services across the eastern borders with Uganda, Rwanda, Burundi, and Tanzania, the DR Congo does not undertake much trade with its neighbours, despite the fact that it is a member of the Economic Community of Central African States (ECCAS), the Economic Community of the Countries of the Great Lakes (CEPGL), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) and the Southern African Development Community (SADC) and that its exports face lower barriers in these markets than its regional competitors.

Within the confines of the Congo Basin, the DRC is home to vast natural resources and mineral wealth and it could well be the most prosperous country in Africa. It has the potential to grow all the major tropical agricultural commodities and to feed its population and export its surplus products across Africa. The Congo has 80,000,000 hectares or 800,000 square kilometers of farmland at its disposal, ranking directly after Brazil. It has the potential to feed two billion people which is about the number of people living in both Africa (918,014,166 inhabitants) and America (902,157,549 inhabitants) or in Africa, Europe (734,129,205 inhabitants) and Oceania (33,594,581 inhabitants). However, instead of using farmland to feed millions or billions, the agriculture sector is dominated by subsistence farming, with food crops principally comprising corn, millet, cassava and rice.



Vast agricultural potential: a woman in Katanga, DRC, waters vegetables as part of a project aimed at improving farming skills in a mining dominated area.

© WFP/Stéphanie Savariaud

Since the 1960s, agriculture has been seriously neglected and at times was allocated as little as only 1 per cent of the government's budget. Moreover, the 1973-1974 misguided policy of nationalization or Zairianization of most small and medium-size foreign-owned agricultural enterprises had a disastrous effect on production, which has not recovered. In 1990, agriculture accounted for about 30 per cent of the gross domestic product and coffee was the second most important export earner, generating about \$250 million in foreign receipts. By 1998, agriculture's contribution to export earnings had dropped to \$100 million, while the total value of agricultural imports rose to \$252 million. This steep decline can partly be explained by the fact that large quantities of coffee were smuggled out of the country through neighboring countries, such as Rwanda and Uganda. Once an exporter of food, the DRC now produces too little to meet even the basic food needs of its citizens.

"Agriculture has been seriously neglected... Once an exporter of food, the DRC now produces too little to meet even the basic food needs of its citizens."

Trade within the DRC or with other African states has virtually collapsed in the

last few decades due to institutional dysfunction and conflict and the consequent lack of investment in infrastructure projects. For many decades, the Mobutu regime invested very little to maintain or upgrade the country's physical infrastructure. The total length of road networks is 153,000 km, of which only 2,800 km are paved (mostly built during the colonial era), 46,200 km are improved earth and 97,000 are unimproved earth. The roads, like the country's entire infrastructure, are in dire need of investment. In May 2001, for example, heavy rains and a lack of maintenance effectively closed the largely unpaved main road from Kinshasa to the sea port of Matadi for several days. To a considerable degree, road links between Kinshasa and the towns of the interior and the east have simply ceased to be passable since the 1970s, and in many cases may need to be recut entirely. As such, while most major cities may be connected to the nearest neighbouring countries by decent, surfaced roads, transport connections within the country are far more likely to occur by air, river or rail. Other physical infrastructure such as airports, bridges, ferries, the Congo river and some of its navigable tributaries, power plants, the telephone network, and postal services—all of which facilitate communication and trade—are virtually non-functioning due to advanced states of disrepair.



A bridge near Bafwasende, DRC: much of the country's infrastructure is in an advanced state of disrepair.

© USAID

A high level of institutional dysfunction is also an impediment to meaningful economic activity. Anecdotes about red tape or lack of transparency abound. Customs officials and other bureaucrats have a bad reputation for accepting of bribes in return for trade licences and other government-issued documents. This combination of organizational dysfunction and lack of political will or capacity has resulted in the country's dual economy. Individuals and businesses in the formal sector operate with high costs under arbitrarily enforced laws. As a

consequence, the informal sector now dominates the economy. And this translates into significant losses of revenue for the Congolese state. In 2002, with the population of the DRC estimated at 56 million, only 230,000 Congolese working in the formal private sector were enrolled in the social security system.

The DRC's formal economy is dominated by the mining sector which generates more than 70 per cent of the country's revenue. Mineral products account for the vast majority of the DRC's exports and represent the single largest source of foreign direct investment (FDI). Copper, cobalt, gold, coltan, tin, and zinc are the primary metals being produced. The DRC's main production of copper and cobalt has been concentrated in the hands of Gecamines, the state-owned mining giant. However Gecamines' production has been severely affected by organizational dysfunction, world market trends, and failure to reinvest in more efficient tools of production. The diamond sector currently accounts for about 10% of the DRC's export revenue. This is from sales of both gem and industrial-grade diamonds that were around \$875 million in 2008 and may have approached \$1 billion in 2009. Production by the DRC parastatal MIBA accounts for only about a quarter to a third of this total official production, and this is down significantly from past decades. A UN Panel on illegal mining activities in the DRC documented that large quantities of artisanally and illegally mined coltan, diamond, tin and gold slip through to Burundi, Rwanda, Uganda, and Tanzania. Again, this leads to serious losses of revenue and the weakening of the Congolese state.

What Do We Want?

As witnessed in the last two decades, an economically and politically weak or unstable DRC could be a catalyst for trouble in the heart of Africa. And the consequences could be dire for region. Whatever instability is cultivated—by whomever—in such a big country could very well get out of hand and spill over into neighbouring countries. For countries with extremely delicate political balances, such as Uganda, Rwanda and Burundi, the consequences would certainly be undesirable.

One should not consider political instability as simply caused by wars. Endemic

and quasi-permanent human rights abuse also causes political instability. Often, short-term investors fail—or choose not—to see that apparent stability is the direct result of a top-down control of citizens through oppressive measures. Whether this control is the product of local politics or inspired and sustained by some external puppet master, in the long run it is not sustainable. The South African system of apartheid illustrated this. Nations engage in intra and/or international commerce not only for profit but for political reasons. Of these reasons, the most important is political stability—the *raison d'être* for every nation.

"One should not consider political instability as simply caused by wars. Endemic and quasi-permanent human rights abuse also causes political instability."

For DRC's neighbours, foregoing short-term gains and helping strengthen the Congolese state would be a more profitable and sustainable investment than what has been happening in recent years. The most obvious and straightforward benefit would be that a strong and stable DRC would not be a haven for marauding militia seeking to destabilize their countries. Moreover, by African standards, DRC is a potentially very large market that could boost the pools of producers and consumers as well as regional development. However, significant trade is made through a market informed and sustained by effective and efficient institutions. Hence there is a need for strong and stable states that genuinely promote conditions that benefit both the seller and the buyer, not just in the DRC but also in the neighbouring countries.

There are reasons to be optimistic about the future of the DRC and its region because the current political leadership seems to be trying to reverse the trends of recent decades. The new political environment has set a new course promising changes which, if implemented, could lead to effective state institutions. Recently, the Ugandan and DRC presidents held talks on their shared border, highlighting improved relations after two wars in the last 15 years, during which Ugandan forces backed Congolese rebels and were accused of looting resources. These talks have included the possibility of a joint venture to exploit the 2 billion barrels of oil recently discovered by Heritage Oil and Tullow Oil on the Ugandan side of Lake Albert, which lies on the border.

A similar meeting between President Joseph Kabila of DR Congo and President Paul Kagame of Rwanda was held in the border town of Goma, North Kivu. Peace and security issues were the main focus of the meeting that took place on August 7th, 2009. Plans to build a jointly operated methane gas plant that will generate up to 200 megawatts of electric power from methane gas in Lake Kivu for both countries were also discussed.



On Lake Kivu: a promising joint initiative to generate electricity from a large reserve of dissolved methane gas deep in the water.

© Guenter Guni

Recent news published by Reuters indicates that President Joseph Kabila was looking to draw new investors to his country with an unprecedented package of over 30 reforms to laws affecting business. The few recent initiatives by Kabila and his regional counterparts could help foster a stable, secure and peaceful future for the people of the DRC and Africa.

The Market

As mentioned earlier, trade or commerce is possible through a mechanism or institution we call the market. The market is a cultural universal in the sense that it sustains every human society. Trade, as a voluntary exchange of goods and services, requires freedom and, as a public space, the market is a metaphor for freedom. In the market, goods and services are traded or exchanged *voluntarily*.

The "Scramble for Africa"—which the Toronto *Globe & Mail*'s Doug Saunders

calls "Europe's catastrophic colonial theft of African resources in the past two centuries" (April 10, 2010)—has usurped the African market. Africans have long deserted the market, having seen it replaced by a blend of outdated commercial laws offering little more than an exchange of their raw materials for imported manufactured goods from the North. Meanwhile Africa's potential is being squandered through a lack of vision as well as organizational dysfunction. On the other hand, entities that exercise exclusive control of the market manipulate the terms of trade. For example, economic powerhouses such as the United States and the European Union tend to advocate free trade while indulging in selective protectionism for their strategic industries such as agriculture. This contributes to the fact that, according to *The World Factbook*, not a single African country is listed among the world's top 20 trading nations.

"The 'Scramble for Africa' has usurped the African market... entities that exercise exclusive control of the market manipulate the terms of trade."

Most African producers are marginalized. They do not have access to significant markets. This easily translates into poverty and hardship. As the *Charter of Fair Trade Principles* puts it: "Poverty and hardship limit people's choices while market forces tend to further marginalize and exclude them. This makes them vulnerable to exploitation, whether as farmers and artisans in family-based production units or hired workers within larger businesses."

Women are the first victims of economic marginalization and exclusion. They were the first ones to be marginalized and excluded from the market by the colonial push for industrialization. As Sociology 101 has it, with industrialization the status of women tends to deteriorate further—and to erode their rights. Furthermore, the political and economic instability and conflict caused by colonialism makes the lives of women even more precarious.



A riverside market in Kisangani, DRC: access to larger markets could greatly improve people's quality of life.
© USAID

Having access to the market can be an effective way of reducing or eliminating marginalization and exclusion and their attendant real life consequences. In a study on the impact of Fair Trade on a sample of once marginalized Kenyan farmers, L. Becchetti and M. Costantino (2006) show a significant improvement in the diversification of production, household food consumption, satisfaction in terms of prices and overall living conditions as well as a significant drop in child mortality. As

Adam Smith would say, having access to larger markets could help divide labour more efficiently and increase productivity.

Since the Middle Ages, Europe has always been aware of the fact that it does not have an adequate resource base to satisfy all of its needs. It established new markets to suit its needs. In today's globalized world, more than 60% of all commercial transactions take place within regional trade blocs. There is a need to go beyond the existing customs unions in Africa to develop a regional market through a trade bloc. This would not only ensure better trading conditions and promote sustainability but would also protect young industries until they develop full capacity. A high level of economic integration should lead to political stability and regional development. According to Jeffrey Scott (in Schott, 1991), successful trade blocs tend to share the following four characteristics: political commitment to regional organization, geographic proximity, similar levels of per capita Gross National Product (GNP), and similar and compatible trading regimes. Usually, trading partners don't fight.

"More than 60% of all commercial transactions take place within regional trade blocs. There is a need to go beyond the existing customs unions in Africa to develop a regional market through a trade bloc."

An African Renaissance

How can we explain the paradox of having some of the world's most fertile land and being net importers of food? Having a limited worldview in a globalized world could be a contributing factor.

In *Vermeer's Hat: The Seventeenth Century and the Dawn of the Global World*, Timothy Brook traces the roots of contemporary world trade back to the Renaissance. Thanks to the Renaissance, "people and goods and ideas were moving around the world in ways that their ancestors had no idea was possible." In the late 1400s, the economic importance of the spice trade helped expand the European worldview through exploration. Historically, the Renaissance is understood as being an era of exploration and discovery. It was a novel worldview. Is Africa ready for this?

Literally, *Renaissance* means a rebirth. Through the Renaissance, Europe reinvented itself. The Renaissance saw the development of a European identity. This process led to irreversible changes in the world, including our African world. Now we are living in a globalized world and our needs have changed from those of our forebears. What does Africa need? What does Africa want?

David Livingstone's journeys of exploration were, in a way, an extension of the Renaissance agenda. They expanded the European worldview. Ironically, they also pointed to the expansion of the African worldview.

QUAND DEUX TAUREAUX SE BATTENT...: FEMMES ET FILLES PRISES AU PIÈGE DANS LE CONFLIT DE LA RDC

by Bathseba Opini et Aline Nizigama

(For the English version, click on
"When Two Bulls Fight...: Women and Girls in the DRC Conflict".)

Introduction

Le conflit de la République démocratique du Congo (RDC) est un des conflits les plus dévastateurs de la période post indépendance sur le continent africain. Il a perturbé les conditions sociales, culturelles et économiques d'une majeure partie de la population. On estime que jusqu'à maintenant, plus de 5 million de personnes ont perdu la vie ou ont été déplacées. Les femmes et les enfants sont les plus touchés. Les viols répandus et autres formes de violence sexuelle perpétrés par les forces armées, les milices, les groupes d'insurgés et même les civils ont fait de la RDC un territoire précaire pour les femmes et les filles qui y résident. Cependant, on se doit de rester optimiste. Un éventail de solutions pratiques à court terme et long terme pourrait être instauré pour répondre au problème. Avant que ces solutions soient suggérées, on se doit de porter un bref regard sur l'histoire derrière la violence faite aux femmes et aux filles en RDC de nos jours.



Les femmes et les enfants sont les plus affectés par le conflit: deux femmes congolaises attendent à l'extérieur d'une clinique médicale.

© WFP/Jim Farrell

Antécédents de la crise en RDC

Les racines du conflit en RDC viennent du désir de tous de contrôler et d'exploiter sa grande richesse de ressources naturelles. Au-delà de 25 million de personnes sont mortes dans la poursuite de la richesse du caoutchouc en RDC sous le régime du roi Léopold II, et son style de leadership répressif fut repris par l'élite post indépendance.

Menu:

- ▲ Back to top (issue contents)
- ▲ Email this article to a friend
- ▲ Printable version
- ▲ Bibliography & links

Tout commença en janvier 1961 avec l'assassinat du premier Premier Ministre, Patrice Lumumba, supposément du à ses positions anti-capitalistes. Lumumba avait été congédié par Joseph Kasavubu, le président de l'époque, qui lui-même fut évincé du pouvoir par Joseph-Désiré Mobutu en 1965. Mobutu dirigea le pays comme si celui-ci était sa propriété personnelle et s'appropriâ les ressources. Les richesses de la nation devinrent la réserve d'un petit groupe d'élites bien connectées alors que la majorité du peuple congolais demeura des paysans sans terres, des fonctionnaires au bas de l'échelle, ou sans emploi. L'écart entre les riches et les pauvres devint intolérable et des conflits entre eux émergèrent. La dissidence politique devint étendue et la résistance organisée en résulta.

« Les racines du conflit en RDC viennent du désir de tous de contrôler et d'exploiter sa grande richesse de ressources naturelles... Les richesses de la nation devinrent la réserve d'un petit groupe d'élites bien connectées... L'écart entre les riches et les pauvres devint intolérable. »

À la suite du génocide rwandais en 1994, environ 1,5 million de Hutus ont fui le Rwanda pour le Congo et ont créé des camps de réfugiés. Parmi ces réfugiés se trouvaient des militants Hutus qui représentaient une menace pour les Tutsis de l'est de la RDC. Finalement en 1996, quand les Tutsis furent privés de la citoyenneté en RDC et menacés d'expulsion, une rébellion anti-Mobutu menée par Laurent Kabila s'organisa avec le soutien de plusieurs pays africains voisins, particulièrement le Rwanda. Mobutu a finalement fui le pays et est mort en exil en 1997. Laurent Kabila se déclara lui-même chef d'État.

Le peuple congolais espérait que Kabila allait changer les conditions, mais il ne le fit pas. Comme Mobutu, il gaspilla les ressources du pays et interdit tous les partis politiques d'opposition. La population résista et Kabila commença à perdre sa prise sur le pays. Après un an au pouvoir, Kabila mit un terme à son alliance avec le gouvernement Tutsi du Rwanda (qui l'avait grandement aidé à prendre le pouvoir), un geste qui poussa le Rwanda et l'Ouganda à se tourner contre son régime. Ces deux pays voisins, en retour, soutinrent les factions rebelles congolaises afin de renverser Kabila. À ce moment (1998), l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie vinrent à la rescousse de Kabila, fournissant troupes et équipement militaire. Les militants Hutus responsables du génocide rwandais et qui avaient demandé et obtenu l'asile au Congo se positionnèrent aussi du côté du gouvernement de Kabila.

En 2001, Kabila fut assassiné et son fils Joseph lui succéda. Ce dernier essaya de négocier un accord de paix avec le Rwanda et l'Ouganda en 2001, mais le conflit fut ravivé en 2002. En 2006, la RDC tint ses premières élections pluripartites qui furent remportées par Joseph Kabila malgré les allégations d'irrégularités dans le vote. Joseph Kabila est toujours à la tête du pays en 2010. Le pays fait toujours face à des défis économiques, sociaux et politiques énormes. L'inflation est à la hausse, la corruption est répandue, et toutes les structures administratives et économiques souffrent du manque de ressource et de transparence.

« Toutes les structures administratives et économiques souffrent du manque de ressource et de transparence... (et) le désir de plusieurs nations africaines et d'acteurs de la scène internationale de profiter des richesses minérales du pays. »

Ce qui aggrave les problèmes de leadership en RDC est le désir de plusieurs nations africaines et d'acteurs de la scène internationale de profiter des richesses minérales du pays. Attirés par les ressources minérales du Congo, le Rwanda, le Burundi, l'Angola, l'Ouganda, le Zimbabwe et la Namibie ont tous exploité les conflits internes en RDC et soutenu soit le gouvernement du jour ou les groupes rebelles. On dit que les armées rwandaises et ougandaises se sont enrichi grâce aux conflits et aux ressources minières de la RDC. En effet, les ressources naturelles du Congo ont été plus une malédiction qu'une bénédiction pour le pays.

La crise de la RDC n'est donc pas seulement le résultat des agissements du peuple



On doit prendre en considération qui fournit les armes et l'entraînement: un soldat prêt avec son fusil.

© RollingEarth

congolais; des forces externes ont aussi joué un rôle. Nous devrions être conscients de la complicité des pouvoirs occidentaux et des nations africaines voisines. Nous devrions considérer qui fournit aux belligérants les armes, le financement et l'entraînement des soldats et miliciens, et pourquoi. On ne peut ignorer le rôle joué par la communauté internationale, surtout son apport en armes et son investissement dans les projets miniers illicites. La richesse générée par ces activités aboutit dans les pays occidentaux, un fait documenté par plus d'un rapport du conseil de sécurité de l'ONU.

La vulnérabilité des femmes et des enfants pendant la guerre

Il y a un proverbe Swahili qui dit « *Wapiganapo ndume wawili, aumiaye ni nyasi* » (Quand deux taureaux se battent, c'est l'herbe qui en souffre). Les populations congolaises, surtout les femmes et les enfants, ont toujours payé un prix élevé pour ces conflits et ceci est particulièrement vrai pour les conflits de la dernière décennie au Congo de l'est. Dans cette partie du pays, la violence sexuelle contre les femmes et les jeunes filles y règne et peut servir des buts de guerre bien précis. Elle est utilisée comme tactique de contrôle politique et psychosociale (Beneduce, et al, 2006). Dans *Rape in War: The humanitarian response* (2000), L. Schank et M.J. Schull voient le viol comme une arme qui sert à terroriser les communautés et à parvenir à un nettoyage ethnique.¹

« La violence sexuelle contre les femmes et les jeunes filles y règne et peut servir des buts de guerre bien précis. Elle est utilisée comme tactique de contrôle politique et psychosociale. »

De telles violences sexuelles ont des conséquences physiques, psychologiques et sociales immédiates et à long terme. Physiquement, les corps des femmes sont détruits. Il y a eu des incidents où les violeurs ont introduit des objets dans les vagins des femmes et des filles après le viol, détruisant ainsi leurs systèmes reproducteurs (Human Rights Report, 2002). Les viols pendant le conflit en RDC ont aussi contribué à répandre les infections transmises sexuellement, incluant le VIH/SIDA. Psychologiquement, plusieurs femmes et enfants restent traumatisés après ces expériences horribles de viol. Socialement, celles qui sont violées sont souvent stigmatisées et ostracisées par leur famille et la communauté.

Il y a aussi de plus grandes conséquences économiques et politiques. Quand la vie des femmes et des enfants est menacée, l'État aussi est menacé. Les femmes en RDC jouent un rôle crucial dans l'économie du pays. Selon C. Suda (1996), la survie de la famille et l'avenir de la nation dépendent du bien-être de la population féminine. Le travail des femmes dans la production et la préparation des aliments est menacé sérieusement. Avec la guerre actuelle, les femmes ne se sentent pas assez en sécurité pour aller labourer les terres. Les viols contribuent donc à la famine dans la région. Le secteur de subsistance s'est écroulé menant à d'autres tragédies telles que des maladies et la malnutrition.



L'insécurité, les viols et l'effondrement du secteur de subsistance: une fille souffrant de malnutrition en Walungu, RDC, attend de recevoir du porridge enrichi.
© WFP/Lori Waselchuk

Respecter et protéger les femmes et les filles: une structure et des approches

Qu'est-il arrivé au vieux proverbe « une femme ne doit pas être tuée »? Elle est la mère de la vie et tuer la femme équivaut à tuer les enfants, et ainsi l'humanité. Une femme

devrait être traitée avec respect dans une société! Les classes de privilégiés en RDC sont occupées à amasser des richesses pour elles-mêmes alors que le peuple souffre. Le pays ne peut pas prospérer lorsqu'un grand pourcentage de sa population vit dans l'insécurité et la pauvreté. Le paragraphe suivant présente quelques recommandations afin de protéger les femmes et de leur donner le rôle qui leur revient.

- Il y a un besoin urgent d'une structure holistique et durable afin de trouver des solutions aux problèmes de la RDC. Cette structure devrait se pencher sur les blessures sociales, culturelles, politiques, économiques et spirituelles résultant de la guerre. Une telle structure requiert la bonne volonté des leaders de la RDC et de son peuple, des pays africains impliqués dans la crise et de leurs citoyens, ensemble avec tout le continent africain et la communauté internationale. J. Ward et M. Marsh (2006) maintiennent que le viol et d'autres formes de pratiques sexuelles violentes en temps de guerre étaient dans le passé des sujets tabous que les victimes cachaient et que la société n'osait aborder. Lentement mais sûrement, la violence faite aux femmes devient partie prenante d'un discours public global. Aujourd'hui, des discussions sur les conditions de vie des femmes en RDC se font de plus en plus entendre. L'utilisation du viol comme arme pour terroriser les communautés n'est plus seulement qu'un crime mais un crime contre l'humanité, punissable par le droit international. Le viol systématique pendant des agitations politiques est considéré comme une violation des droits fondamentaux. Les leaders de la RDC devraient maintenant poursuivre en justice et condamner tous ceux qui sont impliqués dans les abus sexuels contre les femmes du pays. Il y a aussi un besoin de se pencher sur la stigmatisation qui accompagne le viol. Les survivantes de violences sexuelles devraient être encouragées à parler de leurs expériences sans peur d'être rejetées par leurs familles, leurs époux et toute la communauté. Les gouvernements locaux et internationaux devraient développer des programmes communautaires visant spécifiquement la réintégration de ces femmes dans leurs communautés.
- Traditionnellement, on enseignait des valeurs et des comportements importants aux enfants et aux jeunes. Ils apprenaient la discipline personnelle, le contrôle de soi, le respect des parents, des aînés et des autres membres de la communauté, et ils comprenaient les conséquences si ces valeurs n'étaient pas respectées. C'est important d'exploiter cette richesse de l'éthique africaine qui respecte et honore les femmes et les enfants. Dans l'Afrique traditionnelle, la protection des femmes et leur participation dans le processus décisionnel étaient fondamentales. La colonisation a redéfini le rôle des femmes en tant que subordonnées aux hommes. De nos jours, les hommes sont toujours en possession du pouvoir et les femmes occupent que quelques positions de leadership dans la société civile et l'arène politique. Même pendant les dialogues de réconciliation et de paix, les femmes ne sont tout simplement pas représentées ou elles sont présentes que pour la forme. Les enseignements traditionnels devraient être utilisés pour sensibiliser soldats, miliciens et autres jeunes qui violent le droit des femmes et des filles. L'église, les institutions scolaires et le gouvernement devraient intégrer ces enseignements traditionnels dans les programmes pour propager la paix et la réconciliation.
- En 2001, les défenseurs du droit des femmes partout dans le monde ont acclamé l'implémentation de la Cour pénale internationale (CPI) parce que celle-ci donne la possibilité de développer une structure de responsabilisation significative pour la violence sexuelle faite aux femmes pendant les conflits armés. L.S.R. Jefferson (2004) croit que sa formulation fournit une définition claire de ce que constituent des crimes de guerre, particulièrement ceux reliés à la violence faite aux femmes, incluant le viol, la traite sexuelle, la prostitution forcée, les grossesses forcées et les mariages forcés. De plus, les textes de droit de la CPI incluent une disposition pour aider le processus d'enquête et la protection des témoins. La CPI a commencé à surveiller l'évolution de la situation en Ituri, dans l'est de la RDC en juillet 2003. Cette région a été



Le besoin de redécouvrir l'éthique africaine de respect des femmes et des enfants: des filles au centre de réhabilitation de Goma.

© UN Photo/Myriam Asmani

disproportionnellement frappée par des violences sexuelles mais jusqu'à maintenant très peu des criminels ont fait face à la justice. En Afrique, l'Union africaine s'est engagée à promouvoir la paix et la sécurité, les institutions démocratiques et les droits fondamentaux sur le continent. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), formé en 2001, tente également d'aborder le problème et de prévenir les conflits politiques; de renforcer les institutions et les systèmes de gouvernance démocratiques, politiques et économiques, et de se pencher sur les problèmes de pauvreté et d'infrastructures sous-développées. Alors que l'on peut se réjouir des lignes directrices de la CPI, de l'UA et du NPDA, on peut aussi se demander, qui fait quoi? Où sont les femmes dans toutes ses initiatives? Si les hommes qui dirigent ces organisations sont vraiment engagés à promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, l'équité et les droits fondamentaux sur le continent, ils se doivent de donner aux femmes une représentation égale à l'intérieur de ces organisations, un pouvoir décisionnel et un rôle dans l'élaboration et, le cas échéant, l'implémentation des solutions pour régler le sort des femmes en RDC.

« Alors que l'on peut se réjouir des lignes directrices de la CPI, de l'UA et du NPDA, on peut aussi se demander... Où sont les femmes dans toutes ses initiatives? »

Le chemin devant

Parce que les conséquences des atrocités commises envers les femmes et les enfants se font sentir pour une longue période de temps, et parce que le traumatisme intergénérationnel est inévitable, des questions importantes se posent: Comment parvenir à la guérison? Comment instaurer une paix durable? Quelle est la meilleure voie à suivre?

L'Afrique s'est longtemps tournée vers l'Occident pour régler ses problèmes. Gerald Caplan (2008) ainsi que G.A. Nhema (2004) croient que même si des conseils et des normes provenant de l'Occident peuvent être utiles, les solutions à certains conflits africains devront provenir de l'Afrique elle-même, en faisant appel aux ressources locales pour relever les défis du pays. Nhema affirme que lorsque les négociations et les efforts de réconciliation prennent place au sein des structures socio-économiques, politiques et culturelles existantes, et qu'on leur en donne l'occasion, elles fonctionnent. La structure imaginée qui s'inspire de méthodologies traditionnelles de résolution des conflits devrait contenir une bonne représentation de femmes. Voici une des manières cruciales avec laquelle la société et ceux au pouvoir pourront commencer à prendre au sérieux les problèmes des femmes et des filles. Les décrets gouvernementaux et les directives et politiques des gouvernements étrangers et des ONGs n'aideront pas à résoudre le problème tant qu'ils se présenteront comme des affirmations détachées de la réalité des femmes affectées. Aucun changement significatif ne peut se faire sans la participation des femmes dans l'élaboration de leur avenir.



Imaginer une société qui donne du pouvoir aux femmes: une femme congolaise qui fait sécher son manioc.
© WFP/Marcus Prior

L'implication des femmes comme bâtisseuses actives de la société civile de demain en RDC doit devenir un but politique. La Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les Femmes, la Paix, et la Sécurité, acceptée en octobre 2000, maintient le rôle crucial joué par les femmes dans la prévention des conflits en premier lieu et dans la promotion d'une paix durable après les conflits. Le rétablissement est possible dans les zones post-conflits et cela commence en tournant la page et, comme le dit Jefferson, en imaginant une société fondée sur

« l'amélioration des perspectives d'avenir des survivantes de viols et de violences faites aux femmes »² et en donnant du pouvoir aux femmes et « promouvant les droits civils, politiques, économiques, culturels et sociaux de toutes les femmes. »³ Par exemple, en plus de cesser la violence, comme D.C. Gondola (2002) le suggère, les femmes de la RDC devraient avoir accès aux banques et aux organisations de crédit afin qu'elles puissent participer dans le commerce et ainsi aspirer à une indépendance économique et au succès. L'accès devrait s'étendre aussi à la sphère politique pour qu'il y ait plus

de représentation des femmes au parlement où les politiques sont élaborées.

Finalement, ceux qui violentent les femmes et les filles devraient se rappeler qu'ils sont en train de détruire l'avenir de la nation. Nous attendons le jour où tout le peuple de la RDC et les acteurs internationaux diront assez c'est assez et arrêteront la guerre, mettront fin à la violence sexuelle et recolleront les morceaux pour bâtir une RDC unie. Ce n'est jamais trop tard. D'ici là, chaque fois que « deux taureaux » se sont battus, ce sont les femmes et les filles qui en ont souffert.

Notes

1. Traduit de l'anglais: "terrorize communities and to achieve ethnic cleansing."
2. Traduit de l'anglais: "improving the future outlook of rape and gender-based violence survivors."
3. Traduit de l'anglais: "promoting civil, political, economic, cultural, and social rights for all women."

WHEN TWO BULLS FIGHT...: WOMEN AND GIRLS IN THE DRC CONFLICT

by *Bathseba Opini and Aline Nizigama*

Introduction

The conflict in the Democratic Republic of Congo (DRC) is one of the most devastating post-independence conflicts on the African continent. It has disrupted the social, cultural, economic and political conditions of the people. It is widely estimated that, to date, more than 5 million people have lost their lives and/or been displaced. Women and children are the most affected. Widespread rape and other forms of sexual violence perpetrated by armed forces, militia, insurgent groups and even civilians have made the DRC a precarious territory for women and girls to reside in. However, one has to remain hopeful. An array of practical short-term and long-term solutions could be implemented to address this problem. Before such solutions are suggested, a brief look at the history behind the gender-based violence that women and girls are experiencing in the DRC today is in order.



Women and children are the most affected by conflict: two Congolese women wait outside a medical clinic.
© WFP/Jim Farrell

Background to the DRC Crisis

The roots of the DRC conflict lie in its great wealth of natural resources and people's desire to control and exploit them. In pursuit of rubber wealth, up to 25 million people died in the DRC under King Leopold II's rule, and his repressive leadership style was inherited by the post-independent elites. It started in January 1961 with the assassination of the first Prime Minister, Patrice Lumumba, purportedly because of his anti-capitalist stance. Lumumba had been dismissed from office by Joseph Kasavubu, the then president, who was himself ousted by Joseph-Desire Mobutu in 1965. Mobutu ruled the country as his personal property and misappropriated its resources. The nation's wealth became the preserve of a few "well connected" elites while the majority of the Congolese people remained landless peasants, low-ranking civil servants or unemployed. The gap between rich and poor became intolerable and there emerged open conflicts between them. Political dissent became wide-spread and it resulted in organized resistance.

"The roots of the DRC conflict lie in its great wealth of natural resources and people's desire to control and exploit them... The nation's wealth became the preserve of

a few 'well connected' elites... The gap between rich and poor became intolerable."

In the aftermath of the Rwandan genocide of 1994, approximately 1.5 million Hutus fled Rwanda to the Congo and settled in refugee camps. Among these refugees were Hutu militants who were a threat to the Tutsis in eastern DRC. Finally in 1996, when the Tutsis were deprived of DRC citizenship and threatened with expulsion, an anti-Mobutu rebellion led by Laurent Kabila emerged with support from several neighboring African countries, particularly Rwanda. Mobutu finally fled the country and died in exile in 1997. Laurent Kabila declared himself head of state.

The Congolese people hoped that Kabila was going to change conditions, but he did not. Like Mobutu, he squandered the country's resources and banned all opposition political parties. People resisted, and Kabila began to lose his grip on the country. After a year in power, Kabila broke his alliance with the Tutsi-led government of Rwanda (who had greatly assisted him to power), an action that turned Rwanda and Uganda against his regime. These two neighbouring countries, in turn, backed Congolese rebel factions to topple Kabila. At this point (1998), Angola, Zimbabwe, and Namibia came to Kabila's rescue, supplying troops and military equipment. The Hutu militiamen responsible for the Rwandan genocide and who had sought and obtained refuge in the Congo also fought on the side of Kabila's government.

In 2001, in an ongoing manifestation of DRC's violence, Kabila was assassinated and his son Joseph took over. He tried to negotiate a peace deal with Rwanda and Uganda in 2001, but the conflict reignited in 2002. In 2006, the DRC held its first multi-party elections, which Joseph Kabila won in spite of allegations of voting irregularities. Joseph Kabila continues to lead the country in 2010. The country is still experiencing significant economic, social and political challenges. Inflation is on the rise, corruption is widespread, and all administrative and economic structures suffer from a lack of resources and transparency.

"All administrative and economic structures suffer from a lack of resources and transparency... (and) the desire by African nations and international players to profit from the country's mineral wealth."

Compounding the problems of leadership in the DRC is the desire by African nations and international players to profit from the country's mineral wealth. Lured by the Congo's mineral resources, Rwanda, Burundi, Angola, Uganda, Zimbabwe and Namibia have all taken advantage of internal conflicts in the DRC and sided with either the government of the day or with rebel groups. Rwandan and Ugandan armies are said to have grown wealthy as a consequence of the conflict and minerals of the DRC. Indeed natural resources in the Congo have been more of a curse than a blessing for the country.



We must consider who is supplying arms and training: a soldier at the ready with an assault rifle
© RollingEarth

The DRC crisis is thus not of the Congolese people's making alone; external forces have also played a role. We should be aware of the complicity of western powers and neighbouring African nations. We should consider who is supplying the warring camps with arms, financing and training the soldiers and militias, and why. We cannot ignore the role of the international community especially its supply of arms and investment in illicit mining. The wealth generated from these activities ends up in western countries, a fact documented by more than one UN

Security Council report.

Vulnerability of Women and Children in the War

There is a Kiswahili saying that goes " *Wapiganapo ndume wawili, aumiaye ni nyasi* " (When two bulls fight, it is the grass that suffers). The common people of the DRC, especially women and children, have always paid a hefty price for these conflicts and

this is particularly true of the conflicts of the last decade in eastern Congo. Sexual violence against women and girls in this part of the DRC is rampant and it can serve specific war purposes. It is utilized as a tactic of political and psychosocial control (Beneduce, et al, 2006). In *Rape in War: The humanitarian response* (2000), L. Schank and M.J. Schull see rape as a weapon to "terrorize communities and to achieve ethnic cleansing."

"Sexual violence against women and girls in this part of the DRC is rampant and it can serve specific war purposes. It is utilized as a tactic of political and psychosocial control."

Such sexual violence has immediate and long-term physical, psychological and social consequences. Physically, the women's bodies are destroyed. There have been incidents where rapists push objects up the women's and girls' vaginas after rape, destroying their reproductive system (Human Rights Report, 2002). Rape in the DRC conflict has also contributed to the spread of sexually transmitted diseases, including HIV/AIDS. Psychologically, many women and children remain traumatized following their horrible rape experiences. Socially, those who are raped often experience stigma and being ostracized from their families and communities.

There are also broader economic and political consequences. When the lives of women and children are threatened, the state is also threatened. Women in the DRC play a crucial role in the country's economy. According to C. Suda (1996), the survival of the family and that of the future of the nation depends on the well-being of the female population. Women's efforts in producing and processing food in the country are under serious threat. With the current war, women do not feel safe enough to go to the farms to till the land. Rape is thus contributing to famine in the region. The subsistence sector has collapsed leading to further tragedies, such as sickness and malnutrition.



Insecurity, rape and collapse of the subsistence sector: a malnourished girl in Walungu, DRC, waits to receive supplemented porridge.

© WFP/Lori Waselchuk

Respecting and Protecting Women and Girls: A Framework and Approaches

What has happened to the old proverb "A woman must not be killed"? She is the mother of life and to kill the woman is to kill children, and thus to kill humanity itself. A woman should be handled with respect in society! The privileged classes in the DRC are busy amassing wealth for themselves while the people are suffering. The country cannot prosper when a large percentage of its population is insecure and poor. The following paragraphs outline some recommendations to protect women and give them the role they should have:

- There is an urgent need for a holistic and sustainable framework to find solutions to the problem in the DRC. The framework should address the social, cultural, political, economic, and spiritual wounds resulting from the war. Such a framework requires the goodwill of the leaders in the DRC and its people, the countries in the African region that are currently involved in the crisis and their citizens, together with the whole African continent and the international community. J. Ward and M. Marsh (2006) argue that rape and other types of sexually violent practice in wartime used to be taboo subjects that victims hid and that society dared not address. Slowly but surely, gender-based violence has now become part of global public discourse. Today, discussion of the condition of women in the DRC has increased tremendously. The use of rape as a weapon to terrorize communities is no longer just a crime but a crime against humanity, punishable by international law. Systematic rape during political unrest is considered a violation of human rights. Leaders in the DRC should now follow suit and condemn and bring to justice all those involved in the sexual abuse of women in the country. There is also a need to address the stigma that accompanies rape. Survivors of sexual violence should be encouraged to come out and speak about their experiences without fear of being shunned by their

families, rejected by their spouses or by the whole community. Local and international governments should develop community programs aimed specifically at helping such women reintegrate with their communities.

- Traditionally, children and youth were taught important moral standards of behavior. They learned about personal discipline, exercising self-control, respecting parents, elders and other community members, and they understood the consequences of violating such standards. It is important to tap into this rich indigenous African ethic of respect and honour for women and children. In traditional African settings, the protection of women and their participation in the decision making process were fundamental.



Colonization saw women's roles redefined as subordinate to those of men. Today men remain the power holders and women barely have any leadership positions in civil society or the political arena. Even in peace and reconciliation dialogues, women either have no representation at all or they are tokenized. Traditional teachings should be used to sensitize the soldiers, militia and other youth who are violating women and girls. The church, educational institutions and government should also incorporate these indigenous teachings in their programs to propagate peace and reconciliation.

- In 2001, women's rights advocates around the globe acclaimed the implementation of the International Criminal Court (ICC) because of its potential for developing a meaningful accountability framework for sexual violence against women in armed conflict. L.S.R. Jefferson (2004) believes that its formulation provides a clear definition of what constitutes war crimes particularly as they relate to gender-based violence, including rape, sex traffic, forced prostitution, forced pregnancy, and forced marriage. Moreover, the statutes in the ICC have a provision for aiding the investigation process and the protection of witnesses. The ICC started monitoring the evolution of the situation in Ituri, eastern DRC, in July 2003. This region has been disproportionately hit by sexual violence but thus far not many of the criminals have been brought to justice. Within Africa itself, the African Union is committed to promoting peace and security, democratic institutions, good governance and human rights on the continent. The New Partnership for Africa's Development (NEPAD), formed in 2001, also seeks to address and prevent political conflicts; to strengthen democratic, political and economic governance systems and institutions, and to address challenges related to poverty and to underdeveloped infrastructure. While we may boast of the ICC, AU and NEPAD guidelines, we also need to ask, who is doing what? Where are the women in all these initiatives? If the men who head these bodies are genuinely committed to promoting democracy, good governance, equity and human rights on the continent, they ought to give women equal representation in the running of the organizations, decision making power and a role in planning and, in this case, implementing solutions for addressing the plight of the women in the DRC.

"While we may boast of the ICC, AU and NEPAD guidelines, we also need to ask... Where are the women in all these initiatives?"

The Way Forward

Because the aftermath of the atrocities committed against women and children lasts for a long period of time, and because intergenerational trauma is inevitable, important question are: How is healing to be attained? How do we create sustainable peace? What is the best way forward?

Africa has for a long time looked to the West to solve its problems. Gerald Caplan (2008) as well as Nhema (2004) believe that while advice and prescriptions from the West may be helpful, the solutions to some of Africa's conflicts will have to be home-

grown, drawing on local resources to address the challenges that face the country. Nhema argues that when negotiation and reconciliation efforts are put within the framework of existing local socio-economic, political and cultural structures, and given opportunity, they work. The envisioned framework which draws on indigenous conflict resolution methodologies should have a good representation of women. This is one crucial way society and those in power can begin to take seriously the problems that women and girls are facing. Government decrees and directives and policies by international NGOs and governments are not going to help resolve the problem when they come down as statements detached from the lived realities of the affected women. No significant change can truly take place without the participation of these women in shaping their future.



Imagining a society that empowers women: a Congolese woman dries her cassava.

© WFP/Marcus Prior

Engaging women to be active builders of tomorrow's DRC civil society needs to become a political goal. UN Security Council Resolution 1325 on Women, Peace, and Security, passed in October 2000, reaffirms the crucial role that women can play in preventing conflict in the first place, and in promoting lasting peace after conflict. Recovery is possible in post-conflict zones and it starts with turning the page and, in Jefferson's words, imagining a society founded on "improving the future outlook of rape and gender-based violence survivors" and on empowering and

"promoting civil, political, economic, cultural, and social rights for all women." For instance, in addition to ending violence, as D.C. Gondola (2002) suggests, DRC women should be allowed access to banks and credit facilities so that they can engage in trade and commerce and hence attain economic independence/success. Access should also be extended to politics so that there is more female representation in parliament where policies are made.

Finally, those violating women and girls should remember that they are destroying the nation's future. We are hoping for the day when all the people of DRC and the external players will say enough is enough and stop warring, end the sexual violence, pick up the pieces and build a united DRC. It is never too late. For until now, whenever "two bulls" have fought in the DRC, it has been the women and girls who suffer.

(Bathseba Opini enseigne dans le Teacher Education Program à l'Ontario Institute for Studies in Education de l'Université de Toronto. / Bathseba Opini teaches in the Teacher Education Program at the Ontario Institute for Studies in Education, University of Toronto.)

(Aline Nizigama est originaire du Burundi et a passé neuf ans dans le Midwest des États-Unis. Elle réside présentement à Toronto et est étudiante en dernière année du Health Policy Program à l'Université York. / Aline Nizigama is originally from Burundi and spent nine years in the Midwest of the United States as an immigrant. She currently resides in Toronto and is in her final year of the Health Policy Program at York University.)

Bibliography & Links:

Beneduce, R., L. Jourdan, T. Raeymaekers & K. Vlassenroot (2006). **"Violence with a Purpose: Exploring the functions and meaning of violence in the Democratic Republic of Congo."** *Intervention* 4(1): 32-46.

Caplan, G. (2008). ***The Betrayal of Africa***. Toronto: House of Anansi Press.

Fried, S.T. (2003). **"Violence against Women."** *Health & Human Rights* 6(2): 88-111.

Gondola, D. C. (2002). ***The History of Congo***. Westport, Connecticut: Greenwood Press.

Human Rights Watch (2002). ***The War within the War: Sexual violence against women and girls in Eastern Congo***. New York: Human Rights Watch.

- Jefferson, L.S.R. (2004). "In War as in Peace: Sexual violence and women's status." *Health & Human Rights*, 2004.
- Koen, K. (2006). *Claiming Space: Reconfiguring women's roles in post-conflict situations*. Occasional Paper 121, February 2006. Pretoria: Institute for Security Studies.
- Nhema, G. A. (2004). "Introduction." In A.G. Nhema (Ed.). *The Quest for Peace in Africa: Transformations, democracy and public policy*, pp. 11-21. Addis Ababa, Ethiopia: OSSREA.
- Rodriguez, C. (2007). "Sexual Violence in South Kivu, Congo." *Forced Migration Review*, 2007.
- Shank, L. & M.J. Schull (2000). "Rape in War: The humanitarian response." *Canadian Medical Journal Association* 163(9): 1148-1149.
- Suda, C. (1996). "The Centrality of Women in the Moral Teachings in African Society." *Nordic Journal of African Studies* 5(2): 71-83.
- Vlassenroot, K. & T. Raeymakers (2004). *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*. Gent: Academia Press Scientific Publishers.
- Wakabi, W. (2008). "Sexual Violence Increasing in Democratic Republic of Congo." *The Lancet* 371(9606): 15.
- Ward, J. & M. Marsh (2006). "Sexual Violence against Women and Girls in War and Its Aftermath: Realities, responses, and required resources." A Briefing Paper Prepared for Symposium on Sexual Violence in Conflict and Beyond, 21-23 June 2006 Brussels (Belgium). Retrieved January 2010 from <http://www.unfpa.org/emergencies/symposium06/docs/finalbrusselsbriefingpaper.pdf>.

LA RDC, L'AFRIQUE DU SUD ET LA RENAISSANCE AFRICAINE

by Solly Moeng

(For the English version, click on
"The DRC, South Africa and the African Renaissance".)

La République démocratique du Congo (RDC), anciennement le Zaïre avant que son ancien président, Laurent Kabila, change son nom, est un pays avec plusieurs histoires. Depuis les dix dernières années, nous avons vu le pays changer de chef d'un despote, Mobutu Sese Seko, au défunt Laurent Kabila, au président actuel Joseph Kabila Kabange, fils de l'ancien président assassiné. Le pays a aussi traversé au moins deux guerres et un nombre de morts, d'abus des droits fondamentaux et de destructions qui ont créé la plus grande source de réfugiés politiques et économiques des dernières années. Les tensions actuelles qui sévissent dans la partie est du pays n'aident certainement pas la situation!



La fin du régime et le départ subséquent de l'ancien président et dictateur, Mobutu Sese Seko, en exil au Maroc où il a finalement succombé à un cancer de la prostate en septembre 1997, ont coïncidé avec la fuite en exil de plusieurs personnes dont la vie dépendait en partie des largesses du président et de leur loyauté envers ce dernier pour presque plus de quarante ans de mauvaise administration. De plus, pendant la période de la fin du régime de Mobutu, les occasions d'emploi devenaient plus rares. Ceci est bien connu que Mobutu savait où était son intérêt pendant la guerre froide entre les deux grandes puissances de l'époque. Pour son soutien, les États-Unis étaient prêts à ignorer la plupart de

Menu:

- ▲ Back to top (issue contents)
- ▲ Email this article to a friend
- ▲ Printable version
- ▲ Bibliography & links

ses pratiques anti-démocratiques. Les questions de gouvernance ne semblaient pas être de grande importance à cette époque, alors que Mobutu pillait les ressources naturelles de son pays au profit de sa famille, de ses amis et de ses alliés politiques externes.

« Mobutu savait où était son intérêt pendant la guerre froide... Pour son soutien, les États-Unis étaient prêts à ignorer la plupart de ses pratiques anti-démocratiques. »

Alors que les présidents américains successifs prenaient soin de lui, Mobutu s'assurait que toute influence de l'Union soviétique (URSS) – l'autre super puissance avant la chute du mur de Berlin – était contrôlée. Être le favori de l'Ouest lui a assuré, comme les régimes d'apartheid successifs en Afrique du Sud, de rester le style de leadership toléré, si ce n'est préféré, pour son pays. Pour l'Amérique, il représentait le moindre mal pour un pays riche en ressources minières. On lui faisait aussi confiance pour aider les intérêts géopolitiques américains, quelque chose qu'il fit bien.

La première cohorte de réfugiés congolais en Afrique du Sud arriva au début des années 90, juste avant les premières élections démocratiques d'Afrique du Sud – élections qui amenèrent au pouvoir le Congrès national africain (CAN) et Nelson Mandela en tant que premier président du pays élu démocratiquement. La majorité de cette première vague d'exilés était formée d'intellectuels qui voyaient en Afrique du Sud des occasions au moment où des signes dans leur propre pays leur indiquaient que les choses tourneraient mal.



Encore adoré comme un vrai congolais qui a tenu le pays ensemble: président Mobutu s'adressant à l'ONU en 1973.

© UN Photo/Yutaka Nagata

Aujourd'hui, la plupart des réfugiés congolais en Afrique du Sud sont mécontents de la direction politique prise par leur pays depuis le départ de Mobutu. Il reste plusieurs ardents défenseurs de Mobutu dans leur rang qui n'ont connu qu'un pays tenu ensemble par ce *fils de la terre* alors que tout était contre lui, comme plusieurs d'entre eux prétendent. Ils ont grandi dans un pays dirigé par Mobutu avec toutes ses imperfections et n'ont rien connu d'autre. En fait, ils ne peuvent tolérer l'idée des Kabilas que, ironiquement, plusieurs considèrent comme des voleurs venus de l'est pour piller les ressources de leurs terres. Pour eux, Mobutu était un vrai congolais qui, pour quarante ans, a maintenu toutes les tribus du pays ensemble. Rien d'autre ne semble compter. Ce groupe aurait aussi préféré que Jean-Pierre Bemba gagne les premières élections démocratiques depuis 45 ans de leur pays, en 2007, alors qu'ils le considèrent plus congolais que l'actuel président. Aucun raisonnement ne peut les persuader de croire que la dernière élection était largement libre et juste et que le président Joseph Kabila Kabange a en fait gagné. Pour eux, c'est un président qui leur a été imposé par l'Afrique du Sud et le reste du monde.

Même si le concept d'une renaissance africaine, idée largement promue par l'ancien président sud africain Thabo Mbeki, a quelque peu disparu du discours politique et médiatique, cela ne met pas un terme au besoin de réfléchir au rôle qu'un pays comme la RDC pourrait et devrait jouer dans les problématiques africaines. Les fonctions actuelles du président Kabila en tant que président rotationnel de la Communauté de développement de l'Afrique australe (« SADC ») ont, en partie, ouvert un espace crucial pour son pays afin d'occuper sa place légitime au centre des discussions sur le développement et les réalisations africains. Les ressources naturelles et l'importance géopolitique de la RDC dans la région des grands lacs font en sorte que son comportement politique pourrait être le salut ou la perte pour plusieurs des efforts visant à changer la manière dont l'Afrique est perçue ailleurs dans le monde. Il n'y a aucun doute que l'adhésion de la RDC au SADC et sa coopération grandissante avec d'autres pays de la région est un bon signe d'intégration positive et, à un certain niveau, d'assimilation politique. La coopération économique a aussi

augmenté à travers un nombre de projets de développement bilatéraux et multilatéraux qui assurent une augmentation positive des investissements faits par des africains dans des projets africains.

« Les fonctions actuelles du président Kabila en tant que président rotationnel de la Communauté de développement de l'Afrique australe (« SADC ») ont, en partie, ouvert un espace crucial pour son pays afin d'occuper sa place légitime au centre des discussions sur le développement et les réalisations africains. »

Le rôle que peut jouer l'Afrique du Sud afin d'apporter plus de stabilité à la RDC est, en partie, entravé par le désir du pays d'atténuer les impressions, partagées par d'autres parties du continent, que l'Afrique du Sud a l'ambition de jouer le rôle de « grand frère »

pour d'autres pays africains. Le résultat est une Afrique du Sud qui tente de jouer son rôle en accord avec les dictats de l'Union africaine (UA) et de SADC, ainsi évitant de donner quelques signes que ce soit d'une politique unilatéraliste dans sa conduite de sa politique extérieure sur le continent. Ceci est devenu évident dans son traitement de nombreuses problématiques chaudes récentes, telles que le Zimbabwe, le Darfur (notamment le mandat d'arrêt de la CPI pour le président soudanais Omar al Bashir), la démocratie au Swaziland et les discussions à propos de la possible formation des États Unis d'Afrique, menées par le colonel libyen Muammar Gaddafi et d'autres. Même si l'Afrique du Sud tente d'aligner ses réponses aux décisions communes, il y a eu quelques fois où elle a dû se rétracter après. Un exemple de cette situation est une décision récente des membres de l'UA de ne pas assister la CPI dans l'arrestation du président al Bashir, comme demandé par la Cour. Après avoir été critiqué par les partis de l'opposition et les groupes de la société civile à l'interne et par d'autres formations à l'étranger de ne pas s'élever contre cette décision étrange - d'autant plus que le pays est signataire de la Convention de la CPI - l'Afrique du Sud a trouvé une façon de modérer sa position sur le sujet en expliquant simplement qu'elle n'avait aucunement l'intention d'aller à l'encontre de ses obligations internationales. On devrait garder en tête que le président al Bashir n'a jamais mis pieds en Afrique du Sud pour l'investiture du président Zuma après avoir été informé que l'Afrique du Sud devrait l'arrêter et le remettre aux autorités de la CPI s'il se présentait.

Retournons à la question suivante: que peut faire l'Afrique du Sud pour aider la RDC à consolider sa démocratie? La réponse simple est, à elle seule et étant donné les considérations ci-haut, très peu. Le fait que d'autres pays africains aient toutes sortes d'intérêts conflictuels en RDC complique aussi le rôle que pourrait jouer l'Afrique du Sud sans éveiller des soupçons ailleurs. Des pays comme le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie ont appuyé militairement Laurent Kabila dans une ou l'autre des guerres des



années 90. Ils mettent de l'avant leurs propres intérêts nationaux en s'impliquant dans les affaires de la RDC. Tous ces pays surveilleraient de près l'implication de l'Afrique du Sud. Ceci bien sûr ne veut pas dire que l'Afrique du Sud n'a pas de rôle à jouer dans l'intérêt de la démocratie. Après tout, ce fut l'Afrique du Sud qui, du temps de la présidence de Thabo Mbeki, alloua des ressources financières et logistiques afin de faciliter les négociations entre les partis congolais, négociations qui prirent part pendant plusieurs mois juste à l'extérieur de Sun City, dans la province du Nord-Ouest de l'Afrique du Sud. Cet investissement dans la démocratie congolaise et son leadership moral en tant que démocratie stable permet à l'Afrique du Sud de continuer à encourager l'établissement et la consolidation d'institutions démocratiques en RDC et ailleurs. Dans son discours aux parlementaires ghanéens plus tôt cette année, le président américain Barack Obama a déclaré que l'Afrique a besoin d'institutions fortes, et non pas

d'hommes forts. Il ne pouvait pas être plus juste.

« Le président américain Barack Obama a déclaré que l'Afrique a besoin d'institutions fortes, et non pas d'hommes forts. »

À plusieurs des congolais qui furent les premiers à arriver en Afrique du Sud se sont joint, à travers les années, les membres de leur famille de toutes générations qui avaient été laissés derrière au début des années 90. Femmes, maris, enfants, parents, frères, sœurs et plusieurs autres ont marché vers l'Afrique du Sud à la recherche de leurs familles et d'une vie meilleure dans l'économie la plus grande d'Afrique. Plusieurs d'entre eux ont réussi dans les arts, à la télévision, en sport, dans la mode et dans plusieurs autres champs d'activités. Joëlle Kayembe, une superbe mannequin congolaise, a fait la couverture de plusieurs magazines et journaux depuis son arrivée en Afrique du Sud dans le milieu des années 90. Il existe beaucoup de congolais qui lui ont emboité le pas. Aujourd'hui, elle est une des mannequins sud-africaines les plus populaires et les mieux payées. Elle représente un côté plus léger de ce que la RDC a à offrir et a été largement acceptée en tant que la quintessence de la beauté africaine en Afrique du Sud. Tout à son honneur, Kayembe n'a jamais tenté de se distancer de son identité congolaise et d'affirmer qu'il y a plus en RDC que les rapports négatifs de conflits s'éternisant. Elle aime parler de sa famille en son pays et des congolais en général. Par contre, il existe des congolais qui ont réussi en Afrique du Sud mais qui préfèrent ne pas s'attarder à leur pays. Ceux qui le peuvent essayent toujours de faire venir leur famille, restée derrière, en Afrique du Sud. Il y a un nombre grandissant d'enfants qui sont nés en Afrique du Sud mais qui vivent encore dans leur propre communauté isolée du reste de la société par des barrières linguistiques et culturelles. Le manque de maîtrise de la langue anglaise rend la réussite difficile pour plusieurs professionnels congolais, spécialement ceux qui ont une formation médicale, et de trouver un bon emploi dans leur champs d'expertise.

Le journal sud-africain *Mail & Guardian* (« Vendredi » Section Arts du 4 au 10 septembre 2009) raconte la culture « *Sapeur* » (*Society for the Advancement of People of Elegance*) qui a commencé à prendre racine dans les banlieues de Cape Town. C'est une communauté formée de francophones d'Afrique de l'ouest qui passent leur temps à dépenser leur argent pour acheter les vêtements les plus chers et les plus colorés seulement pour le simple plaisir de se pavaner. On raconte que certain d'entre eux le font même au sacrifice d'un bon logement ou de la nourriture pour leur famille. On dit que Papa Wemba, un musicien soukous d'origine congolaise, s'est fait le champion de cette mode aussi tôt que dans les années 70, et fut popularisée dans les communautés congolaises de Paris et Bruxelles dans les années 80 et 90.



Les congolais en Afrique du Sud occupant plusieurs

La majorité des congolais en Afrique du Sud sont reconnus pour être de bons et fiables travailleurs. Leur condition les force à être ouverts et avides d'accomplir plusieurs tâches que plusieurs sud-africains sans emploi ne feraient pas. Bon nombre des congolais avec une formation médicale acceptent d'être affectés dans des régions rurales où les professionnels sud-africains souvent répugnent à travailler. On retrouve aussi plusieurs congolais travaillant dans les domaines du service,

spécialement dans le secteur de l'hospitalité. Plusieurs gardes dans les stationnements de centres commerciales sud-africains, dans les centres-villes, dans les centres corporatifs et dans plusieurs autres grands stationnements sont d'origine congolaise. Les hommes occupent ces emplois alors que leurs femmes tiennent des rôles plus effacés, tel que s'occuper de la maison ou travailler dans des salons de coiffure. On voit aussi des familles, arborant leurs plus beaux habits du dimanche, marcher vers ou de l'église les dimanches. L'assistance régulière au service du dimanche semble être un rituel important pour les congolais en Afrique du Sud.

Djo Kamanda, un étudiant congolais de vingt-cinq ans à l'Université de Cape Town, ne retournera pas en RDC tant que le pays sera gouverné par Joseph Kabila. « Il n'est pas un vrai congolais. Il est là pour voler nos ressources minérales grâce à des contrats personnels que son gouvernement a signé avec des compagnies internationales, » affirme-t-il pour justifier son mécontentement du président actuel. Ce genre de commentaire s'entend chez plusieurs jeunes congolais qui croient que leur pays était mieux servi par Mobutu. Badjo Mutonga, un ancien militaire et garde dans la « Garde Rapproché » de Mobutu, utilise encore une chanson clamant les vertus du leadership de Mobutu comme sonnerie de téléphone cellulaire. Il vante le temps où Mobutu lui-même sortait pour une marche et les abordait personnellement pour prendre des nouvelles du bien-être de leurs familles, familles qui étaient bien prises en charge par l'ancien dictateur.

Ultimement, ce que la RDC représente aujourd'hui est un mélange! Plusieurs personnes reconnaissent la richesse du pays en ressources naturelles. Plusieurs congolais en exil voient ces ressources comme un mauvais sort jeté sur leur pays qui menace sa stabilité. Toute implication de l'étranger est automatiquement soupçonnée – avec raison – d'être un plan pour mettre la main sur les richesses naturelles du pays. Le gouvernement de Joseph Kabila est aussi soupçonné par plusieurs exilés d'être la voie d'accès pour des individus peu scrupuleux, des multinationales et des pays occidentaux afin d'exploiter les ressources naturelles. Plusieurs des congolais qui ont grandi sous le régime de Mobutu ont toujours de la difficulté à accepter les changements de la dernière décennie. Il refuse encore de reconnaître le président actuel Joseph Kabila comme le vrai *fils de la terre* , comme l'étaient Mobutu ou Jean-Pierre Bemba pour eux, qui pourrait possiblement avoir le même droit de faire campagne, de gagner la présidence et de contribuer utilement à l'émancipation de la RDC.

Qu'ils soient près ou loin de leur pays, les congolais sont rarement ambivalents ou désintéressés à ce qui arrive dans leur pays. En fait, toute tentative de discussion sur la RDC devra être bien préparée car elle soulèvera certainement les passions.

« Qu'ils soient près ou loin de leur pays, les congolais sont rarement ambivalents ou désintéressés à ce qui arrive dans leur pays... Ils doivent atteindre une forme de consensus national sur l'identité congolaise et s'entendre sur la direction à prendre pour la RDC. »

Il semble que les congolais aient un plus grand rôle à jouer que les étrangers afin de restaurer la foi dans leur propre pays. Ils doivent atteindre une forme de consensus national sur l'identité congolaise et s'entendre sur la direction à prendre pour la RDC. Pleurer sur le départ de Mobutu ou nourrir l'idée folle que l'actuel président n'a pas le droit d'être président ne semble pas être le bon chemin à prendre. Cette situation plonge la RDC dans encore plus d'incertitudes et de conflits comme la Côte d'Ivoire a vécu dans la dernière décennie après le refus par certain de laisser Alassane Ouattara, l'ancien premier ministre et leader de l'opposition, d'occuper la présidence sur la base qu'un de ses parents n'était pas né au pays! Alors que plusieurs intellectuels congolais semblent avoir peu de respect pour le président Joseph Kabila Kabange, c'est important de l'accepter comme le leader élu démocratiquement, de participer de manière significative dans la jeune démocratie du pays et, si besoin est, d'élire un nouveau leader la prochaine fois. Prendre le même chemin que Madagascar en envoyant un leader élu démocratiquement, Marc Ravalomanana, en exil et le remplacer par un leader imposé, Andry Rajoelina, ne devrait pas être une option pour la RDC. C'est une triste route prise par trop de pays africains depuis les années 60.

L'UA, SADC, l'Afrique du Sud et la communauté internationale ne peuvent que soutenir les congolais dans leurs efforts de réaliser leur propre vision nationale. Les solutions aux problèmes qui infestent le pays ne devraient jamais être imposées par d'autres pays. Alors que l'Afrique du Sud peut se vanter d'avoir des institutions démocratiques solides, des médias indépendants et une société civile sans précédent dans le reste du continent africain, le pays est lui-même une jeune démocratie, traversant toujours les problèmes qui accompagnent une jeune démocratie. Alors que d'autres peuvent apprendre de l'Afrique du Sud, cette dernière ne peut imposer ses leçons sur d'autres pays. La liberté d'expressions,

même en Afrique du Sud, doit être défendue par des groupes forts de la société civile. La même chose est vraie pour la RDC et d'autres pays africains.

Il y a plusieurs signes positifs à l'horizon. Ces derniers devraient être encouragés et les médias indépendants et libres devraient être protégés en RDC et ailleurs sur le continent afin d'assurer une participation courageuse des groupes de la société civile dans la renaissance africaine.

THE DRC, SOUTH AFRICA AND THE AFRICAN RENAISSANCE

by Solly Moeng

The Democratic Republic of Congo (DRC), as Zaire is now known since its name was changed by former president, Laurent Kabila, is a country of many stories. In the past ten years we've seen the country change leadership from long time despot, Mobutu Sese Seko, through the late Laurent Kabila, to today's President Joseph Kabila Kabange, son of the assassinated former President. The country has also gone through at least two wars and a level of death, human rights abuse and destruction that has made it one of Africa's biggest sources of economic and political refugees in recent times. The ongoing tensions in the Eastern part of this country are not helping the situation either!

The demise and subsequent departure of former long-time president and dictator, Mobutu Sese Seko, into a Moroccan exile where he finally succumbed to prostate cancer in September 1997, coincided with the flight into exile of many people whose livelihood had depended in part on his largesse and their unquestioning loyalty to him over almost forty years of kleptocratic misrule. Also during the period of Mubutu's demise, job opportunities for professionals were becoming scarce. It is well documented that Mobutu knew which side his bread was buttered on during the Cold War game between the two superpowers at the time. For his support, the USA was prepared to turn a blind eye on most of his undemocratic practices. Governance issues did not seem to be of importance in that era, when Mobutu plundered his country's natural resources for the benefit of family, cronies and external political allies.

"Mobutu knew which side his bread was buttered on during the Cold War... For his support, the USA was prepared to turn a blind eye on most of his undemocratic practices."

While successive American presidents took care of him, he ensured that all influence by the Soviet Union (USSR) – the other superpower prior to the fall of the Berlin Wall - was kept at bay. His being the darling of the West ensured that, like South Africa's successive apartheid regimes, his remained the tolerated, if not preferred, style of leadership for his country. He was, as it were, the least of the devils for America in his mineral rich country and in the region. He was also trusted to help protect American geopolitical interests, something that he did well.

The first arrival of Congolese refugees in South Africa began in the early 1990s, just before South Africa's first democratic elections—elections that ushered the African National Congress (ANC) into power and Nelson Mandela as the country's first democratically elected president. The majority of that first wave of exiles was made up of intellectuals who saw opportunities in South Africa at the same time that signs in their own country indicated that things would go the wrong way.

Today, most of the Congolese refugees in South Africa are unhappy with the political direction that their country has taken since the departure of Mobutu. There are many ardent Mobutists among them who have known nothing but a country held together by this "son of the soil" against many odds, as many of them continue to claim. They grew up in a country ruled by Mobutu with all his imperfections and have known nothing else. In fact, they cannot stand the idea of

the Kabilas whom, ironically, many consider to be thieves who only came in from the east to plunder the wealth of their land. To them, Mubutu was a true Congolese who, for forty years, kept all of the country's tribes together. Nothing else seems to matter. This group would also have preferred Jean-Pierre Bemba to have won their country's first democratic elections in over 45 years, in 2007, as they consider him to be more Congolese than the current president. No amount of reasoning can persuade them to believe that the last elections were largely free and fair and that President Joseph Kabila Kabange actually won them. To them, this is a president who has been imposed on them by South Africa and the rest of the world.

Although the concept of an African Renaissance, largely promoted by former South African President Thabo Mbeki, has somewhat disappeared from media and political discourse in the region, this has not stopped the need to think about the role that a country like the DRC could and should play in evolving African issues. President Kabila's current tenure of the rotating chairmanship of the Southern African Development Community (SADC) has, in some ways, created crucial space for his country to assume its rightful place at the centre of African development and self-actualisation. Because of its natural wealth and its geopolitical importance in the Great Lakes region, the political behaviour of the DRC has the potential to make or break many of the efforts aimed at changing the manner in which Africa is perceived elsewhere. No doubt, the DRC's membership of the SADC and its increasing cooperation with other countries in the region is a good sign of positive integration and, at some level, of political assimilation. Economic cooperation has also increased through a number of bi-lateral and multi-lateral development projects which will ensure positive growth in investment by Africans in African projects.

"President Kabila's current tenure of the rotating chairmanship of the Southern African Development Community (SADC) has, in some ways, created crucial space for his country to assume its rightful place at the centre of African development and self-actualisation."

The role that South Africa can play to help bring further stability to the DRC is, in some ways, hampered by the country's desire to moderate impressions that have been created in other parts of the continent that South Africa has ambitions to play "big brother" over other African countries. The result of this is a South Africa that tries to play everything according to African Union (AU) and SADC dictates, thus eschewing any sign of unilateralism in the conduct of its foreign policy on the continent. This has also been evident in its treatment of a number of recent, hot issues such as Zimbabwe, Darfur (notably, the ICC's arrest warrant for the Sudanese President, Omar al Bashir), democracy in Swaziland, and discussions about the possible formation of United States of Africa as pushed by Libyan Colonel Muammar Gaddafi, and others. While South Africa tries to align its responses to collegial decisions, there have been times when it has been forced to backtrack after doing so. A case in point was the recent decision by AU members not to carry out the ICC's request for assistance in arresting President al Bashir. After being criticised by opposition parties and civil society groups at home and other formations abroad for not speaking out against this strange decision, especially given the fact that it is a signatory to the ICC convention, South Africa found a way to moderate its stance on the matter and simply explained that it had no intention of going against its international obligations. It should be borne in mind that President al Bashir never set foot in South Africa for the inauguration of President Zuma after he had been warned that South Africa would have to arrest and hand him over to the ICC if he did.

Back to the question of what South Africa can do to help strengthen democracy in the DRC: the simple answer is, on its own and given the above considerations, very little. The fact that other Southern African countries have all sorts of seemingly conflicting interests in the DRC also complicates any role that South Africa could play without creating suspicions elsewhere. Countries like Zimbabwe, Angola and Namibia made military contributions to help Laurent Kabila fight one or both wars in the 1990s. They advanced their own national interests by getting involved in the affairs of the DRC. All of these countries would be watching any

South African involvement likes hawks. This, of course, does not mean that South Africa has no role to play in the interests of democracy. After all it was South Africa, during the presidency of Thabo Mbeki, that allocated monetary and logistical resources to facilitate the many months of Congolese multi-party negotiations that took place just outside Sun City, in South Africa's North-West Province. It is on the basis of this investment in the DRC's democracy and the moral leadership that it still enjoys as a stable democracy that South Africa can continue to encourage the establishment and strengthening of democratic institutions in the DRC and elsewhere. In his speech to the Ghanaian parliamentarians earlier this year, American President Barack Obama stated, among other things, that "Africa needs strong institutions, not strong men." He couldn't have been more correct.

"South Africa can continue to encourage the establishment and strengthening of democratic institutions in the DRC... (As) American President Barack Obama stated ... 'Africa needs strong institutions, not strong men.'"

Many of the Congolese who were the first to arrive in South Africa have, over the years, been joined by family members of all generations who had been left behind in the early 1990s. Wives, husbands, children, parents, brothers, sisters and many other new arrivals have since trekked to South Africa in search of their loved ones and for a better life in Africa's biggest economy. Many of them have made it into the arts, TV, sports, modelling and many other fields of endeavour. Joëlle Kayembe, a beautiful Congolese model, has adorned many magazine and newspaper covers since she arrived in South Africa in the mid-1990s. There are many other Congolese who are following in her footsteps. Today, she is one of South Africa's most celebrated, sought-after and highly paid models. She represents a lighter side of what the DRC has to offer and has been widely accepted as a quintessential symbol of African beauty in South Africa. To her credit, Kayembe never shies away from identifying with her country and stating that there is much more to be found in the DRC than the negative reports of never-ending conflicts. She likes talking about her own family back home and the Congolese people in general. However, there are other Congolese who have managed to make it in South Africa but who prefer not to focus on their country. Those who can, always make sure to get members of their family who stayed behind to come join them in South Africa. There are increasing numbers of Congolese children born in South Africa who still live within their own communities, shut off from the rest of society by linguistic and cultural differences. Lack of mastery of the English language makes it hard for many Congolese professionals, especially those who are not trained in essential skills like medicine, to find gainful employment in their field of endeavour.

The South African *Mail & Guardian* newspaper ("Friday" Arts section of September 4–10, 2009) reported on the "*Sapeur*" culture (Society for the Advancement of People of Elegance) that has begun to take root in the suburbs of Cape Town. This is a community of French speaking West African men who spend their time and money purchasing the most ridiculously expensive and colourful clothing just to show off for the simple pleasure of doing so. It was reported that some of them would do so even at the expense of buying decent accommodation and food for their families. It's a trend that is said to have been championed as early as the 1970s by Papa Wemba, the soukous musician of Congolese origin, and was popularised within the Congolese communities of Paris and Brussels into the 1980s and '90s.

The majority of Congolese people in South Africa are known to be hard working and reliable. Their conditions also force them to be willing and eager to take on many tasks that many unemployed South Africans will not do. This includes Congolese trained medical practitioners who have been willing to be deployed to South Africa's rural areas, where South African professionals often loath working. Many of them can also be found working at an increasing number of service points, especially in the hospitality sector. Many car guards at South African malls, city centres (downtown areas), shopping and corporate centres, as well as at other large car parks, are of Congolese origin. The men do these jobs while their women tend to be more invisible, taking care of household chores at home

or working in the thriving hair salon business. Family groups can also be seen wearing their Sunday best and travelling to or from church on Sundays. Regular Sunday church attendance seems to be an important Congolese ritual in South Africa.

Djo Kamanda, a twenty-five year old Congolese student at the University of Cape Town, will not return to the DRC as long as it is governed by Joseph Kabila. "He's not a true Congolese. He's there to steal our mineral resources through all the personal contracts that his government has signed with many international companies," says Djo, justifying his dislike for the current Congolese President. This kind of comment is repeated by many other young Congolese who believe that their country was better off under Mobutu. Badjo Mutonga, an ex-military and "*Garde Rapproché*" in Mobutu's elite Presidential guard, still uses a song lauding Mobutu's leadership as a ring tone on his cellular phone. He boasts about the times when Mobutu himself would come out for a walk-about and personally ask them about the well-being of their families, families who were always well-taken care of by the ex-dictator.

Ultimately, what the DRC represents today is a mixed bag! Many people know of the country's wealth in natural resources. Many Congolese in exile see these resources as a curse on their country, threatening its stability. All foreign involvement is almost automatically suspected—with reason—as a ploy by others to lay their hands on the country's natural wealth. The government of Joseph Kabila is also suspected by many exiles of being a conduit for the exploitation of this natural wealth by unscrupulous individuals, large corporations and western countries. Many of those who have grown up under the leadership of Mobutu are still struggling to come to terms with the changes that have taken place in the last decade. They still refuse to accept present President Joseph Kabila as a true son of the soil who, like Mobutu and Jean-Pierre Bemba, could possibly have the same right to campaign for, win the presidency and contribute meaningfully to the growth of the DRC.

Whether near or far from their country, Congolese people are seldom ambivalent or disinterested in what happens in their country. In fact, any attempt to bring the DRC up for discussion should be well prepared because it is almost always guaranteed to raise emotions.

"Whether near or far from their country, Congolese people are seldom ambivalent or disinterested in what happens in their country... They have to reach some form of national consensus on who is Congolese or not and agree on the direction that they want the DRC to take."

It seems that the Congolese have a bigger role to play in restoring faith in their own country than outsiders do. They have to reach some form of national consensus on who is Congolese or not and agree on the direction that they want the DRC to take. Crying over the departed Mobutu or harbouring the silly suspicion that the current president has no right to be president hardly seems the way to go. If anything, it plunges the DRC into even worse uncertainty and conflict than the Cote d'Ivoire has known in the past decade after the refusal by some to let Alassane Ouattara, former Prime Minister and opposition leader, to assume the presidency on the suspicion that one of his parents was not born in the country! While many Congolese intellectuals seem to have little respect for President Joseph Kabila Kabange, it is important that they accept him as the democratically elected leader of their country, participate meaningfully in that country's young democracy and, if need be, elect a better leader next time around. Going the route taken by Madagascar in sending a democratically elected leader, Marc Ravalomanana, into exile and replacing him with the unelected Andry Rajoelina should not be an option for the DRC. It is a sad route travelled by too many African countries since the 1960s.

The AU, SADC, South Africa and the international community can only come in and assist the Congolese to realise their own intended national vision. The solutions to the problems plaguing the country could never be successfully imposed from outside. While South Africa can be said to boast strong democratic

institutions, independent media and other civil society watchdogs unmatched in the rest of the African continent, the country is itself a young democracy, still going through some of the teething problems which accompany democratic youth. While it has lessons for others to learn, South Africa cannot impose these on other countries. Freedom of speech, even in South Africa, has to be defended by strong civil society bodies. The same should be true in the DRC and other African countries.

There are many good signs already in the offing. These should be encouraged and free independent media should be protected in the DRC and elsewhere on the continent in order to ensure fearless participation by civil society groups in the renaissance of Africa.

(Solly Moeng is a freelance writer based in Cape Town, South Africa. / Solly Moeng est un journaliste indépendante basé à Cape Town, Afrique du Sud.)

LA CRISE EN RDC : Y A-T-IL UNE DIMENSION ETHNIQUE ?

by Laura Enz and Mik Missakabo

(For the English version, click on
"The Ethnic Question in the DRC Crisis".)

En juin dernier, le Congo célébrait ses 49 ans d'indépendance. Symboliquement, le Président Joseph Kabila a choisi de célébrer cet anniversaire à Goma, la capitale du Nord-Kivu qui, avec le Sud-Kivu, reste le dernier bastion du territoire national à reconquérir. Ailleurs dans le pays, la paix est pour une large partie revenue. Querelles tribales, affrontements internationaux ou luttes pour l'exploitation des ressources minières considérables ? Quelle est la nature des conflits qui continuent d'embraser le Nord-Est d'un pays regroupant 67 millions d'habitants et plus de 300 groupes ethniques ? Est-on en face d'un problème insoluble ? La dimension ethnique est la plus fréquemment, la plus systématiquement évoquée. Pourtant, il convient d'aller au-delà des apparences. Tant d'intérêts sont en jeu, tant de dimensions socio-économiques ! Réduire les conflits aux facteurs ethniques conduit à en ignorer d'autres tout aussi déterminants. Pour tenter de rétablir la stabilité dans la région et dans l'ensemble de la RDC, il importe donc de ne pas s'arrêter à un diagnostic trop simpliste.

« La dimension ethnique est la plus fréquemment, la plus systématiquement évoquée. Pourtant, il convient d'aller au-delà des apparences. Tant d'intérêts sont en jeu... »

En décembre 2008, Kinshasa et Kigali s'engageaient mutuellement, non seulement à ne plus soutenir les rebelles hutus rwandais du FDLR (Les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) et leurs adversaires du CNDP (Le Congrès national pour la défense du peuple), mais à collaborer afin de mettre un terme aux luttes entre les bandes armées qui mettent le Nord-Est du Congo à feu et à sang. Malgré cela, les populations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu continuent d'être victimes des raids vengeurs des milices hutus des FDLR et des bandes armées adverses mais aussi des attaques d'anciens bataillons de l'armée de libération du seigneur venues de l'Ouganda ou du Soudan ou encore des dérapages de l'armée congolaise. Villages brûlés, viols et pillages ont fait fuir plus de 450.000 personnes, selon les estimations de l'ONU.

Héritage colonial de la manipulation ethnique

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il nous faudrait au minimum avoir une idée approximative de ce que nous entendons par *ethnie*. Le mot a toujours eu une connotation coloniale. Dans *Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique*, Jean-Loup Amselle avance que l'usage colonial fut une façon de classer à part les sociétés d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique en ne reconnaissant aucune caractéristique spécifique. En d'autres mots, il s'agit de présenter ces sociétés comme n'ayant pas d'histoire et/ou n'ayant pas contribué au patrimoine culturel humain. Pour Jean-Loup Amselle:

L'Afrique est considérée comme le continent des ethnies. C'est une perspective très ancienne, qui remonte à Kant et Hegel, et au sein de laquelle l'Afrique est perçue comme un continent a-historique. Cette vision s'est perpétuée dans le temps. C'est une conception proprement coloniale, visant à détacher l'Afrique subsaharienne du Maghreb. Le découpage ethnique a été opéré principalement par les officiers, les administrateurs coloniaux et les ethnologues. Une cartographie a pu être dressée avec plus de 700 ethnies et autant de langues, de cultures.

La colonisation, qui était en essence une entreprise économique, a toujours eu comme priorité de mettre en place des structures optimisant l'exploitation économique. Comme ailleurs en Afrique, le régime colonial belge s'est appuyé, pour fonder son pouvoir, sur la division ethnique. Lorsqu'il s'effondre en 1960, aucune élite politique ou administrative n'a été préparée à assumer la transition. Parmi les centaines de partis politiques créés dans les années 50, la plupart sont d'obédience ethnique. Patrice Lumumba et son Mouvement national congolais sont l'exception. Au Rwanda et au Burundi, la Belgique a fait fi du patrimoine socio-culturel commun en exploitant arbitrairement l'ethnicité du peuple. L'exploitation des populations rwandaises pendant le siècle passé a poussé des milliers de Rwandais à se réfugier au Congo, en Ouganda et ailleurs.

Au lendemain de l'indépendance, les conflits ethniques se sont exacerbés partout au Congo, comme un produit dérivé de l'exploitation économique. La Belgique, à travers ses entreprises minières, y parrainait deux états sécessionnistes: le Sud Kasai et le Katanga. Formés par des conseillers belges, les chefs tribaux du Katanga et du Sud-Kasai, provinces ayant des gisements minéraux prouvés, optaient carrément pour la sécession. En dépit des conflits inter et intra-ethniques, la MIBA (Minière de Bakwanga) et l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK) –ancêtre de la Gécamines- n'ont pas vu leurs productions minières diminuer. Dans *La Cité* du 25 novembre 1961, Herman Robiliart, directeur de l'Union Minière du Haut Katanga rejetait les accusations selon lesquelles son entreprise s'était « engagée dans des aventures militaires » et « été responsable de la fomentation de dissensions au Congo ». Mr Robiliart déclarait simplement que : « la politique de l'Union Minière est de produire du cuivre et du cobalt et d'autres métaux indispensables au monde libre... ».

« Au lendemain de l'indépendance, les conflits ethniques se sont exacerbés partout au Congo, comme un produit dérivé de l'exploitation économique. »

Aujourd'hui, la paix est revenue dans la plus grande partie du Congo. Une portion très limitée des territoires de l'Ouest et du Sud restent occupés par des troupes étrangères ou aux mains de seigneurs de guerre ; ces régions sont revenues sous le contrôle de Kinshasa. Pourquoi donc les conflits ne cessent-ils pas à l'Est ? La « dimension ethnique » est-elle la raison ?

L'argument de l'ethnicité est utilisé pour déguiser des mobiles purement politiques selon l'opinion partagée par Ngalasso Mwatha Musanji, professeur de sociolinguistique à l'université de Bordeaux, qui a enseigné à l'université de Lubumbashi jusqu'au début des années 80, et par le politologue Arsène Mwaka de l'université de Kinshasa.

L'instrumentalisation de l'ethnicité fait partie des pratiques héritées de l'état colonial belge. Cette idée est bien illustrée par le premier conflit armé opposant les Banyarwanda (Hutu et Tutsi) aux autres ethnies (Nande, Nyanga et Hunde) qui éclata au Nord-Kivu en juillet 1963. Les premiers s'opposant à une tentative de sécession de la part du gouvernement provincial, se trouvèrent dans la ligne de mire des seconds. Ce conflit, qui était à l'origine foncier, a pris une coloration ethnique avant de se transformer en conflit politique. Comme le souligne Étienne Rusamira dans *La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu*, c'est ainsi,

en prenant soin d'assimiler leur mouvement à la révolte des 'mulélistes' (partisans de Pierre Mulele, fidèle à la mémoire et à la ligne de Patrice Lumumba après la mort de ce dernier), Paluku (le gouverneur provincial) a pu ainsi obtenir un appui politique et militaire du pouvoir central congolais dans sa répression contre les Tutsi.

« Il y a une revendication ethnique dans les attaques vengeresses des Hutus rwandais du FDLR sur des populations tutsies du Kivu, mais leur objectif, la reconquête du pouvoir au Rwanda voisin, est politique. Les conflits menés par des bandes armées n'ont aucune base populaire, ils ne sont pas appuyés par les chefs coutumiers » souligne le professeur Ngalasso. Mais est-il possible de mener une guerre pendant des années, même à faible intensité, sans moyens financiers ?

La dimension économique

Ce n'est point par hasard que les foyers des conflits ethniques regorgent souvent des ressources minières. Le *New York Times* (12 décembre 1961) mentionne la présence des « Affreux », mercenaires français à la solde du gouvernement sécessionniste du Katanga. Ces vétérans des guerres d'Indochine et d'Algérie, connus pour avoir participé aux massacres inter-ethniques au Katanga, ne combattaient pas pour l'émancipation et l'indépendance des Katangais. Il fallait des moyens financiers considérables pour payer ces soldats de fortune. Dans son édition du 6 décembre 1961, *Le Monde* mentionne un versement de 50 millions de dollars de l'UMHK au gouvernement sécessionniste du Katanga. Mais, quand cette source s'est tarie, Moïse Tshombe, le chef du gouvernement sécessionniste katangais, déclara : « Je sais que l'Union Minière m'a abandonné et qu'elle joue maintenant la carte du gouvernement central ». Et c'était la fin de l'aventure sécessionniste au Katanga.

« Ce n'est point par hasard que les foyers des conflits ethniques regorgent souvent des ressources minières. »

Aujourd'hui, la même logique semble être à l'œuvre. Selon les ONG locales, le trafic des produits miniers subventionne les conflits armés, qu'ils soient politiques ou ethniques, en permettant aux belligérants de se procurer des armes. Le 17 Novembre 2009, Dino Mahtani, un fonctionnaire de l'ONU, a déclaré à la BBC que les groupes rebelles de l'est du Congo trafiquaient annuellement environs 40 tonnes d'or. Évidemment, cet or quitte la RDC clandestinement et constitue un manque à gagner considérable pour l'état congolais. M. Mahtani a avancé qu'il existait un réseau complexe constitué d'individus et de petites entreprises facilitant le transit du métal précieux par un pays voisin avant d'atteindre Dubai.

Aux frontières nord de l'Ouganda et du Soudan, la dense forêt congolaise abrite des restes d'unités armées hétéroclites et désœuvrées, lesquelles assurent leur survie par les raids et le pillage. D'après des témoignages d'ONG et de l'ONU, les recrues de ces troupes irrégulières sont en grande majorité de jeunes hommes désœuvrés. Loin d'être animés par une ferveur communautaire, ils rejoignent les hordes armées parce qu'ils n'ont ni travail, ni soutien familial et aucunes perspectives d'avenir. .

Selon la définition donnée à la communauté ethnique, la RDC Congo regroupe de 200 à 400 « ethnies ». Deux seulement sont impliqués dans des conflits armés de longue durée au Kivu, constate le professeur Ngalasso. Ce qui n'empêche pas la résurgence épisodique de conflits, liés le plus souvent à l'accès à la terre ou aux ressources, ailleurs dans le pays.

En canalisant des ambitions économiques, la dimension ethnique semble avoir joué un rôle significatif dans le renversement du Président Mobutu, l'homme fort du Zaïre pendant 32 ans. Si un de ses multiples opposants, Laurent-Désiré Kabila, parvint à s'emparer du pouvoir en 1997, c'est qu'il était contrôlé par une alliance étrangère comprenant l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda, tous alliés des États-Unis. Les Banyarwanda qui, en 1981, furent illégalement privés de leur nationalité congolaise (zaïroise à l'époque), constituaient le fer de lance de cette alliance. Pour l'Ouganda, le Burundi et l'Angola – qui joignirent les rangs pendant la phase finale - la dimension ethnique semble avoir cristallisé des objectifs tant politiques qu'économiques. Lorsque, par la suite, le père du Président actuel, tenta de limiter l'influence des soldats rwandais dans l'armée nationale, il se heurta aux ambitions de contrôle de ses anciens alliés. Le régime de Laurent-Désiré Kabila fut sauvé in extremis par le Zimbabwe en échange de dividendes économiques.

Les voisins du Congo exportent leurs guerres. Dans les années 1990, presque tous les pays de l'Afrique de l'Est sont victimes de conflits armés; qu'ils ont pu exporter d'autant plus facilement sur le territoire congolais que l'Etat en avait perdu le contrôle. Jusqu'à la prise de pouvoir par le Mouvement national de la résistance de Yoweri Museveni, l'Ouganda était en crise. En décembre 2004, le Rwanda décréta le « droit » d'ingérence militaire afin de poursuivre en territoire congolais les responsables du génocide de 1994. Au sud de la RDC, l'Angola était également en guerre civile jusqu'à la mort de l'opposant rebelle Jonas Savimbi en 2002. Tous ces pays s'ingérèrent dans les affaires congolaises. Leurs armées régulières ou leurs rebellions occupèrent durant des années des portions du pays.

À ses interventions militaires étrangères s'ajoutent les rebellions locales de nombreux seigneurs de guerre, essentiellement dans l'Est, devenu un « no man's land » ou encore le territoire de tous et de chacun. Ces hommes forts qui détiennent le contrôle de microrégions économiquement stratégiques, sont courtisés par de grandes compagnies étrangères nord-américaines, européennes, chinoises ou africaines, ces dernières les aidant à conserver le pouvoir. « Certaines puissances extérieures, institutionnelles ou privées, ont intérêt à ce que la paix ne revienne pas complètement pour que les richesses continuent d'échapper au contrôle de l'Etat et qu'elles en conservent l'exploitation » explique Ngalasso. Le Nord Est du Congo et sa population seraient-ils encore les otages d'un des plus longs (15 ans) et plus sanglants conflits d'Afrique (4 millions de morts dans l'ensemble du pays, selon des estimations de l'ONU) si, comme en Irak, de puissants intérêts économiques ne s'y concentraient ?

« Ces hommes forts qui détiennent le contrôle de microrégions économiquement stratégiques, sont courtisés par de grandes compagnies étrangères nord-américaines, européennes, chinoises ou africaines, ces dernières les aidant à conserver le pouvoir. »

Cependant, continue le professeur Ngalasso, les conflits résiduels entre les mouvements rebelles peuvent prendre la forme de luttes ethniques. On justifie le pillage et les viols par la vengeance ethnique alors que l'enjeu réel est politique. Si elle n'explique pas les conflits, la question ethnique structure-t-elle les enjeux politiques ? « Sur les plusieurs centaines d'ethnies, aucune ne peut prétendre à la suprématie politique ou économique » constate Ngalasso.

Marqueur identitaire

Sans une identité nationale forte, la dimension ethnique peut servir comme moyen d'identification et faciliter la mobilité sociale. « L'appartenance à un groupe continue de définir le positionnement social, l'accès à des réseaux, des fonctions, des ressources mais c'est en concurrence avec d'autres grands marqueurs identitaires : la région, les langues de référence. Les habitants des grandes villes sont souvent d'origines mixtes », commente Walter Schicho, professeur d'histoire contemporaine et de développement international à l'université de Vienne.

Pendant les 32 ans de règle de fer mobutiste, les chefs de clans ethniques ont été contraints d'adopter un profil bas. Le chercheur Elikia M'Bokolo, de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, estime que cette répression, au lieu de l'étouffer, a encouragé l'expression d'une opposition politique fondée sur l'ethnicité. Le réveil du pouvoir de Kinshasa au début du nouveau siècle - alors que le territoire congolais se trouvait en grande partie sous le contrôle d'armées étrangères, ougandaise au nord, rwandaise à l'est - a ravivé la structuration du pouvoir local sur le critère ethnique.

Avec la reconquête graduelle du contrôle du territoire par l'armée congolaise à partir de 2003 et le renforcement du pouvoir politique de Kinshasa depuis les élections de 2006, la dimension ethnique perd à nouveau de son importance. « Les luttes auxquelles on assiste visent à la conquête du pouvoir central, cela prouve que l'unité est déjà assez bien établie » conclut Ngalasso.

« Avec la reconquête graduelle du contrôle du territoire par l'armée congolaise à partir de 2003 et le renforcement du pouvoir politique de Kinshasa depuis les élections de 2006, la dimension ethnique perd à nouveau de son importance. »

Un autre exemple de division nationale pourrait être le clivage entre l'Ouest et l'Est du pays, séparant les « lingalaphones » des « swahiliphones ». On cite souvent comme preuve l'affrontement électoral de 2006, lorsque le candidat de l'opposition Jean-Pierre Bemba a recueilli la majorité dans l'Ouest tandis que l'Est a plus voté pour Joseph Kabila. « Ce clivage régional doit être relativisé lui aussi » estime Ngalasso.

Peut-on alors conclure à l'existence d'une nation congolaise 49 ans après l'indépendance? « Il faut se garder de confondre Etat et nation, appartenance politique et sentiment communautaire » met en garde le professeur Ngalasso. « Si l'on définit la nation par le sentiment d'appartenance à une communauté culturelle, alors le Congo n'est pas une nation, mais un conglomérat de nations. Il n'en est pas moins une entité politique fédératrice pour les populations regroupées sur son territoire. L'important est qu'il y ait une convergence de volontés pour construire l'Etat ».

Le politologue Arsène Mwaka est plus confiant encore. La reconnaissance de l'Etat progresse ; le retrait de l'occupation étrangère, la pacification de la plus grande partie du territoire et le retour à un climat politique plus serein depuis les élections pluralistes de 2006 y contribuent. Le pullulement des ONG nationales traduit un nouvel engagement civique.

« L'important est de garantir la sécurité de tous sur le territoire, c'est ce qui permettra de renforcer le sentiment d'appartenance nationale » conclut Arsène Mwaka. La sécurité et un revenu économique sont vitaux; car la défaillance des structures économiques, contrastant avec les immenses ressources naturelles, est l'autre maillon faible de cet Etat toujours en devenir.

La richesse de la diversité ethnique

Même si elles relèvent en partie de l'imaginaire et de l'arbitraire, les classifications ethniques peuvent avoir des conséquences bien réelles. On se souvient du conflit opposant l'African National Congress à Inkatha en Afrique du Sud dans les années 90. Ce conflit était souvent décrit comme un conflit inter-ethnique. Heureusement, Nelson Mandela a su désamorcer la crise qui s'annonçait après l'élection en confiant le ministère des affaires intérieures à Gatsha Buthelezi. Cette réponse à caractère ethnique était nécessaire à défaut d'une citoyenneté nationale effective.

« Même si elles relèvent en partie de l'imaginaire et de l'arbitraire, les classifications ethniques peuvent avoir des conséquences bien réelles. »

Comme son prédécesseur, l'état colonial belge, l'état zairois (congolais), sans en anticiper les conséquences, a plus d'une fois instrumentalisé la dimension ethnique. Cette pratique a été responsable aussi bien des conflits intra-ethniques entre les Lubas du Kasai et les Lubas du Katanga que des conflits inter-ethniques entre les Banyarwanda et d'autres ethnies du Kivu. Ainsi, l'état a failli à son premier devoir de garantir la paix et la sécurité à ses citoyens. La citoyenneté sous-entend autant l'appartenance que l'accès effectif à tous les droits, avantages et privilèges découlant du fait d'être citoyen d'un pays.

Selon Amin Maalouf dans *Identités Meurtrières*, « l'identité n'est pas donnée une fois pour toutes, elle se construit et se transforme tout au long de l'existence ». Il ajoute que « c'est notre regard qui enferme souvent les autres ».

dans leurs plus étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer »

« La nation congolaise est bien vivante et en bonne santé. Dans les grandes villes du Congo, l'absence de conflit ethnique, combinée avec les innovations culturelles l'illustrent bien. »

La nation congolaise est bien vivante et en bonne santé. Dans les grandes villes du Congo, l'absence de conflit ethnique, combinée avec les innovations culturelles l'illustrent bien. Il existe bel et bien un patrimoine socio-culturel congolais. C'est ce passé commun (aussi bref et tumultueux qu'il soit), et ces faits culturels et politiques qui nourrissent la vitalité et la viabilité de la nation congolaise aujourd'hui et pour le futur.

THE ETHNIC QUESTION IN THE DRC CRISIS

by Laura Enz, with Mik Missakabo

Last June, the Congo celebrated 49 years of independence. Symbolically, President Joseph Kabila chose to celebrate this anniversary in Goma, the capital of North-Kivu and, along with South-Kivu, the last remaining bastion of national territory still to be brought under state control. Elsewhere in the country conflict has largely ceased. What has been the nature of such conflicts in this country of 67 million inhabitants, consisting of more than 300 ethnic groups? Are they tribal quarrels, international confrontations, or struggles for the control of the considerable mineral resources? Are they an insoluble problem? At first glance, the ethnic character of the conflicts is obvious. However it is good to be wary of appearances. Conflicts with so many dimensions cannot be simple. The most recent explanations of the conflict are characterised by fallacious and excessive simplifications which tend to neglect or ignore other determining factors. Yet at stake is the impact which this problem and its resolution can have on the future of the region as well as of the DRC.

"At first glance, the ethnic character of the conflicts is obvious. However it is good to be wary of appearances. Conflicts with so many dimensions cannot be simple."

In December 2008, Kinshasa and Kigali entered into a mutual agreement not only to stop supporting the Rwandan Hutu rebels of the FDLR (Democratic Forces for the Liberation of Rwanda) and their CNDP (National Congress for the Defence of the People) adversaries, but to collaborate to bring an end to the struggles between the armed militias terrorising the north-east of the Congo. Despite this, the people of North and South Kivu continue to be tormented by the vicious raids of Hutu FDLR militias and their armed opponents, by the attacks of former battalions of the Lord's Resistance Army originating in Uganda or the Sudan, or by the excesses of the Congolese army. Burned villages, rapes, and looting have made more than 450,000 people flee from their homes, according to UN estimates. The picture is obviously very complex: the conflict seems to be more than ethnic.

The colonial heritage of ethnic manipulation

Before getting to the heart of the matter we should have at least an approximate idea of what we mean by ethnicity. The word always has a colonial connotation. In "Ethnies et espaces: pour une anthropologie topologique," Jean-Loup Amselle claims that the colonial usage was a way of classifying African, Pacific and American societies as a whole by not recognizing any specific characteristics. In other words, it presents these societies as being without history and/or as having made no contribution to the human cultural inheritance. For Jean-Loup Amselle:

Africa is considered as the ethnic continent. It is a very old perspective, which dates from Kant and Hegel, and at the heart of which Africa is perceived as an a-historical continent. At one time this view was the view. It is a truly colonial concept, aiming to detach sub-Saharan Africa from the Maghreb. This ethnic severance was carried out principally by colonial officials and administrators and by ethnologists. The continent could have been mapped with more than 700 ethnic groups and as many languages and cultures.

Colonialism, which was essentially an economic affair, always had as its first priority setting up structures which would optimize economic exploitation. As elsewhere in Africa, the Belgian colonial regime based its power on ethnic division. When it collapsed in 1960, no political or administrative elite had been prepared to take over the transition. Of the hundreds of political parties created during the 1950s, most were founded on ethnic ties. Patrice Lumumba and his National Congolese Movement were the exception. In Rwanda and Burundi, Belgium made a mockery of a common socio-cultural inheritance by arbitrarily exploiting the ethnicity of the people. The exploitation of Rwandans over the past century has led to thousands of them fleeing to the Congo, Uganda, and elsewhere.

In the wake of independence, ethnic conflicts became more severe throughout the Congo as a by-product of economic exploitation. Belgium, through its mining companies, promoted two secessionist states: South Kasai and Katanga. Trained by Belgian advisors, the tribal chiefs of Katanga and South Kasai, provinces with proven mineral deposits, were all out for secession. Despite the inter- and intra-ethnic conflicts, Bakwanda Mines (MIBA) and the Mining Union of Haut Katanga (UMHK) —the predecessor of Gécamines—saw no diminishing of their mining production. In the journal *La Cité* (November 25, 1961), Herman Robiliart, director of the UMHK, rejected accusations that his company was "engaged in military operations" and "was responsible for fomenting dissension in the Congo." Mr. Robiliart simply declared that "the Mining Union's mission is to produce copper and cobalt and other essential metals for the free world..."

"In the wake of independence, ethnic conflicts became more severe throughout the Congo as a by-product of economic exploitation."

Today, however, in the majority of the Congo peace has been restored, if not prosperity. Very little of the west and the south is still occupied by foreign troops or in the hands of warlords; these areas are back under Kinshasa's control. Why then has conflict not ended in the east? Is the "ethnic dimension" the reason?

That ethnicity is a tool used to disguise purely political motives is the view held by Musanji Ngalasso-Mwatha, professor of socio-linguistics at Bordeaux University, who taught at Lubumbashi University until the beginning of the 1980s, and by the political analyst Arsène Mwaka Bwenge of Kinshasa University.

The manipulation of ethnicity is part of the practices inherited from the Belgian colonial state. A convincing illustration is the first armed conflict between the Banyarwanda (Hutu and Tutsi) and other ethnic groups (Nande, Nyanga, and Hunde) which broke out in North Kivu in July 1963. The former, opposing an attempted secession by the provincial government, found themselves the targets of the latter. This conflict, which originated in a land dispute, took on ethnic colouring before transforming itself into a political conflict. As Étienne Rusamira emphasizes in "The Dynamic of Ethnic Conflicts in North Kivu,

taking care to assimilate their movement to the rebellion of the "mulélistes," (followers of Pierre Mulele, faithful to the memory and the policies of Patrice Lumumba after his death), Paluku (the provincial governor) was thus able to obtain political and military support from the central Congolese government in its repression of the Tutsi.

"There is ethnic revenge in the vicious Rwandan Hutu FDLR attacks on the Tutsi population of Kivu, but their goal—the recovery of power in neighbouring Rwanda—is political. The conflict conducted by the armed militias has no popular base; they are not supported by the traditional chiefs," stresses Professor Ngalasso. But is it possible to carry on a war for years—even if the fighting is not intense—without financial backing?

The economic dimension

It is no accident that the centres of ethnic conflict so often break out over mining resources. The *New York Times* (December 12, 1961) mentions the presence of "les affreux" (the Terrible Ones), French mercenaries in the pay of the Katangan secessionist government. These veterans of wars in Indochina and Algeria, and known to have participated in inter-ethnic massacres in Katanga, were not fighting for the emancipation and independence of Katangans. Considerable money was needed to pay these soldiers of fortune. In its edition of December 6, 1961, *Le Monde* mentions a payment of \$50m by the UMHK to the secessionist government of Katanga. But, when this source dried up, Moïse Tshombe, the head of the Katangan secessionist government, declared, "I know that the Mining Union has abandoned me and that it is now playing the central government's game." And that was the end of the secessionist venture in Katanga.

"It is no accident that the centres of ethnic conflict so often break out over mining resources... trafficking in mining products is subsidizing armed

conflict, whether political or ethnic, by allowing the warring parties to procure arms."

Today, the same logic seems to be at work. According to local NGOs, trafficking in mining products is subsidizing armed conflict, whether political or ethnic, by allowing the warring parties to procure arms. On November 17, 2009, Dino Mahtani, a UN official, told the BBC that rebel groups in the east of the Congo were smuggling out around 40 tonnes of gold a year. Obviously this gold leaves the DRC secretly and constitutes a considerable loss for the Congolese state. Mr. Mahtani alleged there was a complex network made up of individuals and small businesses facilitating the passage of precious metals through a neighbouring country to its Dubai destination. On the northern frontiers with Uganda and the Sudan, the dense Congolese forests shelter the leaderless rag-tag remnants of armies, who ensure their survival by raids and looting. According to information supplied by NGOs and the UN, the recruits to these irregular troops are in large majority young men without purpose. Far from being energised by community concerns, they have taken up with the militias because they have no jobs, no supporting families, no future.

Depending on the definition of ethnic community used, the DR Congo contains from 200 to 400 "ethnicities." Only two are structurally involved in long-term armed conflict in Kivu, claims Professor Ngalasso. But this does not prevent conflicts breaking out from time to time in the rest of the country, most often linked to access to land or resources.

By channeling economic ambitions, the ethnic dimension seems to have played a significant role in the overthrow of President Mobutu, the strong man of Zaire for 32 years. If one of his many opponents, Laurent-Désiré Kabila, gained power in 1997, it was because he was controlled by a foreign alliance comprised of Uganda, Burundi and Rwanda, all allies of the United States. The Banyarwanda, who in 1981 were illegally stripped of their Congolese nationality (Zairean as it then was), spearheaded this alliance. For Uganda, Burundi, and Angola—who came in during the final phase of the game—the ethnic dimension seems to have crystallized objectives which were as much political as economic. When later the father of the current president tried to limit the influence of Rwandan soldiers in the national army, he clashed with his former allies' ambitions for control. Laurent-Désiré Kabila's regime was saved at the last minute by Zimbabwe in exchange for economic benefits.

The Congo's neighbours export their wars. In the 1990s, almost all the countries in the east of Africa were victimized by armed conflict, which they could easily export into Congolese territory since the state had lost control. Until the takeover of power by Yoweri Museveni's National Resistance Movement, Uganda was in crisis. In December 2004, Rwanda decreed the "right" to military intervention, pursuing those responsible for the 1994 genocide into Congolese territory. To the south of the DRC, Angola was also in a state of civil war until the death of the rebel leader Jonas Savimbi in 2002. All these countries interfered in Congolese affairs. Their regular armies or their rebels have occupied parts of the country for years.

To these foreign military interventions must be added the local rebellions of numerous warlords, essentially in the east, which has become a no man's land or everyone's land. These strong men, who control economically strategic micro-regions, are courted by large foreign companies from North America, Europe, China, and Africa, who help them stay in control. "Some foreign powers, institutions or private companies, have an advantage if peace is not completely restored, so that resources continue to be beyond the control of the state and they can have the management of them," explains Ngalasso. Would the North East Congo and its people still be hostages of one of the longest and most bloody conflicts in Africa (15 years, and 4 million dead by the UN's calculations), if, as in Iraq, powerful economic interests were not concentrated there?

"These strong men, who control economically strategic micro-regions, are courted by large foreign companies from North America, Europe, China, and Africa, who help them stay in control."

However, Professor Ngalasso continues, residual conflicts among the rebel movements can take the form of ethnic struggles. Looting and rape will be justified as ethnic vengeance, when the actual stakes are political. If it does not explain the conflict, does the ethnic question give a structure to political goals? "Of the several hundred ethnic groups, no one can lay claim to political or economic supremacy," states Ngalasso.

Marks of identity

With no strong national identity, the ethnic dimension can serve as a means of identification for social mobility. "Membership of a group continues to define social position, access to networks, functions, and resources, but these compete with other major symbols of identity: the region, the language used. The inhabitants of large towns are often of mixed origin," comments Walter Schicho, professor of contemporary history and international development at the University of Vienna.

In the 32 years of Mobutist iron rule, the chiefs of ethnic clans were forced to keep a low profile. The researcher Elikia M'Bokolo from the Paris Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales thinks that this repression, rather

than stifling, actually encouraged the expression of political opposition based on ethnicity. The weakening of Kinshasa's power at the beginning of the new century—while Congolese territory was largely in the control of foreign armies, Ugandans in the north, Rwandans in the east—caused a revival of local power structures with ethnic criteria.

With the gradual retaking of control of the territory by the Congolese army from 2003 and the reinforcement of Kinshasa's political power after the elections of 2006, the ethnic dimension is again losing its importance. "The struggles we are seeing now aim to take over central power, thus proving that unity is already well established," concludes Ngalasso.

"With the gradual retaking of control of the territory by the Congolese army from 2003 and the reinforcement of Kinshasa's political power after the elections of 2006, the ethnic dimension is again losing its importance."

Another example of national division could be the division between the west and the east of the country, separating the "Lingalaphones" from the "Swahiliphones." As proof, the electoral confrontation in 2006 is often cited, when the opposition candidate Jean-Pierre Bemba received a majority in the west, while the east voted more for Joseph Kabila. "This regional division must also be put into context," comments Ngalass